LA PAIX

EN AMÉRIQUE.

PARIS. TYPOGRAPHIE DE HENRI PLON, IMPRIMEUR DE L'EMPEREUR,
rue Garancière, 8.

LA PAIX

EN

AMÉRIQUE

PAR

STEPHEN S. REMAK

MEMBRE DU BARREAU DE PHILADELPHIE (PENNSYLVANIE)
ET CI-DEVANT CONSUL DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE A TRIESTE.

PARIS

HENRI PLON, IMPRIMEUR-ÉDITEUR
RUE GARANCIÈRE, 8

1865

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES.

La société moderne a besoin de chaque individu raisonnable pour la marche du gouvernement, attendu que le droit de suffrage plus ou moins restreint est maintenant exercé dans tous les États civilisés; mais il en est un grand nombre qui se dérobent à leurs devoirs, toujours difficiles à remplir, parce qu'il est nécessaire, pour satisfaire à l'exigence de ces devoirs, qu'un citoyen possède des vertus et des passions, et s'en abstienne néanmoins quelquefois; ce qui constitue une abnégation qu'on ne vit jamais même dans l'antiquité, et qui est tout à fait incompatible avec le matérialisme de notre siècle.

La politique en général menace l'homme dans cette qualité; on s'est proposé d'améliorer son ca-

ractère, et celui-ci devient pire par l'action de la politique; voilà la raison qui nous porte à dire la vérité, et nous la regardons comme une nécessité absolue. On se trouve dans un chaos universel, et un cataclysme de principes nous semble peu éloigné, parce que l'application fait défaut en face du matérialisme exagéré. Dans ce petit ouvrage, nous pensons avant tout au bien-être réel des peuples, mais nous ne voulons pas prêcher le matérialisme . .

. . . .

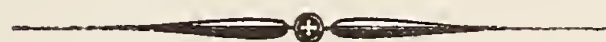
. . . .

. . . Depuis trois ans nous réfléchissons au contenu de ce petit livre, et il y a un an seulement que nous avons rejeté un ouvrage qui ne rendait pas nos pensées et que nous n'avons, pour ce motif, jamais présenté à un éditeur. Nous croyons avoir mieux réussi aujourd'hui, bien que cet ouvrage laisse beaucoup à désirer au point de vue de l'art. — Donner une idée de l'existence entière d'un grand peuple, parcourir son histoire, et surtout, après une guerre civile sans égale, entretenir le public des événements actuels, et prédire quelque chose dans l'avenir; distribuer des coups à droite

et à gauche, et enfin présenter l'enchaînement des choses en moins de deux cents pages, c'était une tâche devant laquelle le plus hardi aurait pu reculer; cependant nous avons osé l'entreprendre, et nous livrons cet ouvrage à la méditation du public.

Stephen S. Remak.

Paris, le 1er mai 1865.



LA PAIX

EN AMÉRIQUE.

Deux grandes questions se posent de nos jours en face du monde civilisé :

1° Que feront les États-Unis d'Amérique à l'égard de la reconstruction de l'union des États?

2° Quel emploi fera le gouvernement des États-Unis d'une armée au-dessus de toutes les proportions connues avant la lutte?

Nous nous proposons de répondre à ces deux questions si brûlantes d'intérêt pour l'Europe en envisageant avec un esprit impartial les faits qui nous sont intimement connus. La question intérieure devra nous occuper faiblement, attendu que les puissances européennes n'y ont qu'un intérêt très-secondaire, bien qu'il en soit tout autrement pour les peuples, auxquels nous exposerons la vérité entière dans un ouvrage ultérieur.

I

QUESTION INTÉRIEURE.

La philosophie de la Constitution des États-Unis d'Amérique est que le gouvernement de Washington est constitué par chacun des États particuliers pour agir (dans des limites bien déterminées) en leur nom — comme souverain à l'égard des puissances étrangères, en restant néanmoins toujours fédéral.

L'homme est naturellement porté à faire des comparaisons, et c'est surtout à l'égard des États-Unis d'Amérique que ces tendances ont été suivies. Aussi n'a-t-on pas manqué de chercher à établir des comparaisons entre les combinaisons politiques, religieuses et sociales de l'Amérique et celles du monde ancien. On est donc obligé de reconnaître que la nature humaine reste toujours la même, et que l'on croit pouvoir juger le présent par les lumières obtenues dans l'étude du passé. Cependant les circonstances existant dans les États-Unis avant la lutte n'ont eu aucune ressemblance avec la vie des nations qui se perdent dans la nuit des temps, et encore moins avec celles qui paraissent constituer la société policée.

Nous avons étudié à fond les causes du mal-

entendu complet qui existe en Europe relativement aux affaires d'Amérique, et nous en avons trouvé la principale dans l'absence d'un langage intelligible pour les peuples du continent... Sans doute on doit attribuer cette ignorance à bien des causes différentes, que le cadre restreint de ce livre ne permet pas d'énumérer. On peut nous dire avec une justesse apparente, qu'il existe en Europe beaucoup d'hommes qui connaissent les lois et la langue anglaises, qu'il y a un peuple anglais en Europe, qu'enfin des savants éminents ont écrit sur l'Amérique, qu'un grand nombre de personnes de l'Europe ont vécu dans les États-Unis d'Amérique et ont pu donner des explications : tout cela est vrai ; néanmoins nous avons la conviction entière qu'il est impossible, avec les seules lumières fournies jusqu'à présent, de bien connaître en Europe *la guerre civile, la paix qui suivra* et *ses conséquences*.

Depuis le savant ouvrage de M. de Tocqueville sur la démocratie américaine, le langage politique en Amérique s'est beaucoup enrichi, et d'après celui qui est admis entre les chefs des divers partis, on ne saurait désormais, dans une discussion, s'éloigner de la vraie question. Mais il n'en est pas ainsi en Europe, où les peuples sont si facilement entraînés par un mot cher aux opprimés, et dont les ambitieux ont tant abusé.

Le langage politique auquel nous faisons allusion, bien qu'il soit tout à fait américain, n'est pas même suffisamment connu de la majorité du peuple, qui est assurément un des plus intelligents du monde. Quoi qu'il en soit, les individus de cette grande famille ont été appelés depuis plus de trente ans à voter à chaque olympiade présidentielle sur les questions les plus brûlantes, et à se souvenir de plus en plus qu'en agissant en qualité de citoyens des États-Unis d'Amérique, ils avaient à remplir des devoirs différents de ceux qu'ils doivent comme citoyens de leurs États particuliers.

Nous croyons inutile de parler de la Constitution américaine d'une manière spéciale, attendu que le but que nous nous proposons dans le moment est de tâcher d'éclairer le public sur les intérêts matériels de l'avenir. Nous ne pouvons cependant nous dispenser de donner quelques idées générales pour écarter des esprits certaines impressions, admises à tort par ceux qui occupent une situation particulière dans le pays où ils sont devenus accidentellement citoyens.

On doit éviter avec soin d'accorder à la dénomination des partis en Amérique le sens généralement accrédité en Europe. Aussi ne doit-on voir dans le parti *républicain* et dans le parti *démocratique* que les représentants d'une certaine politique

essentiellement nationale, mais sans but *avoué* à l'égard des libertés individuelles. Il est aussi de principe qu'une communauté politique appelée État a le droit de tout faire pour sa conservation, et d'établir ce qui peut assurer son existence. Dès l'année 1783, lorsque la guerre de l'indépendance avait été décidée avec l'appui de la France, treize colonies jouissaient déjà d'une indépendance complète entre elles; mais la confédération ainsi formée se trouva impuissante pour protéger les intérêts mutuels, et de là vint la nécessité de resserrer par une constitution bien calculée les liens qui unissaient les treize colonies; c'est ce qui eut lieu à la date mémorable de 1787.

De cet ensemble d'institutions recueillies de l'ancien gouvernement anglais, des constitutions de chaque colonie élevée à la position d'État souverain, et de la Constitution qui créait une union entre ces États souverains eux-mêmes, on peut tirer les conclusions suivantes :

Que chaque État était dans la plénitude de la souveraineté en déléguant certains pouvoirs au gouvernement appelé à agir au nom des États souverains, et que chaque État souverain étant une république, en l'absence d'un prince qui avait perdu ses possessions transatlantiques, était naturellement représenté par le peuple.

Que le peuple lui-même, forcé de déléguer ses droits, ne garda de sa souveraineté que quelques priviléges consignés dans la déclaration des droits de l'homme, placée en tête des constitutions de la majorité des États particuliers.

D'après ce qui précède on voit que l'État souverain gardait la plus grande part de la souveraineté en ne déléguant au pouvoir fédéral que certains droits bien précisés dans la Constitution des États-Unis, et en laissant en même temps certains droits exceptionnels dans les mains du peuple de chaque État particulier.

Les mots placés en tête de la Constitution des États-Unis, « *Nous, le peuple des États-Unis...* », indiquent que les liens sont plus serrés, mais dans la sphère des « États-Unis ».

On est forcé de reconnaître que sous l'opération de cette souveraineté ainsi divisée devaient nécessairement naître des conflits qui, pendant quatre-vingt-cinq années avant la lutte actuelle, mirent sans cesse en danger l'Union américaine, et l'on pouvait pressentir une lutte sanglante aussitôt que les intérêts matériels et moraux auraient poussé à bout la patience humaine. Des milliers d'exemplaires des adieux de George Washington (le *pater patriæ*) au peuple américain, répandus chaque année sur le territoire des États-Unis, ont exercé

une influence heureuse sur les masses, sauvegardé pendant tant d'années l'existence de l'Union, et retardé la lutte à laquelle nous avons la douleur d'assister. Dans ce manifeste à jamais mémorable et d'une sagesse presque angélique, l'auguste Chef a prévenu le peuple américain qu'il est le dépositaire des intérêts de l'humanité, et que la modération seule peut maintenir l'équilibre de la Constitution.

Cet homme si sage et le plus sublime des patriotes avait prévenu le peuple américain qu'à l'aide de prétextes fallacieux on alimenterait le sentiment de la haine et les préjugés d'une partie des citoyens contre les autres; que l'on chercherait à créer une idée politique particulière pour le Nord et le Sud, pour l'Est et l'Ouest, et qu'à la suite d'une lutte terrible et sans exemple, le peuple passerait sous la domination du sabre : tels furent les derniers enseignements de George Washington à la grande famille américaine. — Qu'on nous permette maintenant de demander si George Washington avait tort de parler ainsi des destinées de son peuple, ou si l'on doit plutôt se ranger de l'avis d'hommes éminents qui, dans une adresse préparée pour un souverain puissant, ont voulu faire admettre : *que la lutte n'a rien coûté à la liberté!*

Au milieu de la fumée des batailles, alors que le

canon gronde encore, on ne peut préciser *combien la lutte a coûté à la liberté!*

Nous devons nous empresser de dire à ces orateurs éminents une vérité qui les surprendra peut-être : c'est qu'il existe un grand nombre d'hommes fidèles à l'Union américaine et qui seraient très-désolés de savoir que la lutte *n'a rien coûté à la liberté,* parce que l'on est *las et fatigué de cette extrême liberté individuelle!* En rappelant nos souvenirs, nous pouvons citer les expressions mêmes d'un historien et serviteur fidèle de l'administration actuelle à Washington, qui nous disait il y a deux ans, en discutant la question américaine : *J'ai toujours désiré un gouvernement fort.* Ce haut fonctionnaire de l'administration de M. Lincoln se garda bien de toucher à la question brûlante qui domine tous les esprits et réveille les larmes de crocodile d'un certain ordre d'hommes en faveur d'une race malheureuse, et ces mêmes hommes ont toujours travaillé à la destruction de l'Union américaine. Il savait parfaitement bien qu'il ne pouvait traiter sérieusement avec nous la question de l'esclavage, qui n'a été agitée que pour créer une lutte et arriver à concentrer à Washington le pouvoir arraché à tous les États souverains. Voilà le secret du malentendu des chefs politiques qui prennent en main les intérêts du peuple sur le continent européen;

aussi ne sauraient-ils compter sur l'appui des chefs d'aucun parti de l'Amérique. Tout homme de bon sens *et de bonne foi* conviendra que la position des nègres libres dans le Sud des États-Unis sera pire après la lutte, et que leur position dans le Nord n'a jamais été enviable. D'un autre côté, si l'on songeait à les transporter en Afrique, il ne faudrait pas moins de soixante-quatre années pour achever une telle œuvre.

On comprend donc déjà que pour profiter des renseignements fournis dans notre ouvrage, il est essentiel de se dégager de tout esprit de parti et de toutes ces impressions qui se font sentir chaque jour. Bien que nous ne croyions pas devoir signaler ici le nom du haut fonctionnaire dont nous avons parlé, hâtons-nous d'exprimer notre profond respect pour son patriotisme, pour son amour de la gloire et de la grandeur de notre pays, et soyons très-réservé en présence de ces rêves qui ont en vue le fondement d'un gouvernement si fort que l'on aurait difficilement occasion de reconnaître son républicanisme.

Les États-Unis d'Amérique avant la lutte et après la lutte sont deux choses parfaitement différentes dans l'essence même de leur être.

Il suffit, en effet, de connaître le rêve du vrai fondateur américain, soit né sur le sol, soit citoyen

de choix, imbu des principes américains, pour voir que les États-Unis d'Amérique ainsi créés devraient vivre des siècles sous l'action d'une providence spéciale. C'est à peine si l'on pouvait comparer l'armée de ce grand pays à celle d'un souverain de second ordre de l'Allemagne, et encore faut-il remarquer que cette armée si peu nombreuse était constamment occupée à combattre les Indiens aborigènes sur les frontières des États-Unis.

Aussi peut-on affirmer que des générations ont vécu sur le sol américain sans avoir jamais vu dans le pays un seul soldat de l'armée permanente. Lorsqu'en 1857 on eut à rendre les derniers honneurs à Philadelphie au général Perifer Smith, le conquérant de la Californie, on considéra comme un grand événement la présence de quatre cents soldats de l'armée permanente.

Dès l'année 1850, à l'occasion de l'admission de la Californie dans l'Union, quand les illustres sénateurs Henry Clay, Lewis Cass et Daniel Webster calmaient l'orage, les penseurs ne se trompaient pas en répétant sans cesse que le jour funeste devait venir, et qu'après qu'une guerre civile aurait tranché le *nœud gordien*, on verrait s'élever, sous l'apparence de la loi, un despotisme tel que les nations modernes peuvent à peine s'en faire une idée.

C'est pour nous l'occasion de nous adresser aux

orateurs qui appartiennent à cette profession libérale à laquelle nous avons nous-même l'honneur d'appartenir, et de leur faire remarquer que s'ils cherchent à persuader au monde que *la lutte n'a rien coûté à la liberté*, ils seront plus à même que d'autres de sentir qu'à la suite du bouleversement d'un grand système, la loi est devenue une lettre morte, et que l'esprit humain s'habitue peu à peu aux idées absolues qui touchent de bien près le despotisme.

Quoi qu'il en soit, l'intégrité des États-Unis d'Amérique ne pourrait pas être abandonnée; et il est bien juste que ceux qui depuis trente ans ont agité une question brûlante aient le triste honneur d'exécuter leur plan. Certes il ne fallait pas beaucoup de talent quand on disposait des trésors du peuple américain, de la bravoure et de la persévérance de la jeunesse!

Déclarons cependant que ceux qui ont contribué à établir l'intégrité du territoire des États-Unis d'Amérique contre les idées *exagérées* de la souveraineté des États, ont bien mérité de la patrie! On doit remarquer toutefois que nous ne parlons que du territoire des États-Unis d'Amérique, parce que l'idée d'une union *américaine* forcée par *l'épée* est un contre-sens.—En patriote américain, nous nous réjouissons de voir bientôt le drapeau des États-Unis

flotter sur tout le territoire de l'Amérique comme avant l'avénement de M. Lincoln; mais en qualité d'homme politique, nous ne voyons pas que l'Union soit rétablie dans le vrai sens américain. Avant la lutte, fidèle aux traditions américaines, nous n'avons jamais admis qu'un parti pût dicter des lois à un État souverain; mais sitôt que l'intégrité du territoire des États-Unis d'Amérique a été en danger, nous avons pensé avec tous les hommes modérés que nous devions nous ranger du côté d'un parti capable de rétablir l'intégrité du territoire de l'Union, *mais, bien entendu, seulement pour ce but particulier.*

Le renversement d'un système n'a jamais été accompli dans une société politique sans changer d'une manière officielle les rouages ordinaires de la machine; dans les États-Unis la Constitution n'a pas changé, mais l'esprit qui fait agir n'est plus le même; hâtons-nous d'ajouter que la nouvelle situation ne peut se fonder sur la constitution, car les événements sont plus forts que l'esprit de l'homme.

C'est à grand'peine que nous avons pu saisir, *pour un public européen, la pensée générale et la dégager de tous les préjugés;* mais nous espérons que cette pensée, si elle est acceptée du public, donnera à elle seule plus de lumières sur la révolution politique et économique accomplie dans les États-Unis,

qu'un gros volume écrit sur cette matière pourrait jamais en fournir. L'opinion presque généralement accréditée du peuple des États-Unis était que notre pays doit être toujours exempt des maux sans nombre qui ont affligé les sociétés anciennes et les nations modernes.

Cette conviction devait-elle paraître extraordinaire à une population de trois millions d'hommes, semés à l'origine de l'Union sur un territoire à cette époque déjà presque aussi étendu que l'empire romain et ayant au fond de leurs institutions les habitudes, les usages et les coutumes des libres Anglo-Saxons? Non sans doute. Cette jeune population, en effet, fière d'avoir produit un autre Cincinnatus, n'ayant pas à souffrir de la division des classes, ayant établi des constitutions qui assignaient à chacun ses droits et ses devoirs, puisant des enseignements dans l'histoire du passé, abolissant l'unité de l'Église et de l'État, et remplie d'un patriotisme sans bornes, avait pour ainsi dire le droit de supposer que les événements qui peuvent ébranler un édifice politique ordinaire n'étaient pas à redouter pour celui dont elle entreprenait la fondation.

Le peuple américain, qui est une nation essentiellement pratique, commence à reconnaître que la nature humaine reste toujours au fond la même, et s'aperçoit que la généralité des hommes ne saurait

s'élever au-dessus d'une position telle qu'elle ne laisse plus de champ ouvert aux tentations. Assurément des territoires immenses et fertiles, ressources infinies pour le commerce et pour l'industrie, un esprit sans cesse vivifié dans son impétuosité par l'immensité du pays, par la grandeur de la nature, par un climat varié assez riche pour répondre à tous les besoins d'une grande famille, empêcheront sans nul doute pendant plusieurs siècles encore la décadence du peuple américain.

C'est à la nature humaine, toujours envieuse, qu'il faut s'en prendre si les constitutions écrites ont perdu leur signification, et si l'on doit puiser dans le fond du caractère du citoyen américain né sur le sol ou confondu avec l'esprit du peuple par un long contact, afin d'obtenir les données nécessaires pour juger avec impartialité la paix prochaine dans son influence sur le commerce et le travail du monde.

Les États-Unis d'Amérique s'étendent actuellement des bords du Saint-Laurent jusqu'au golfe du Mexique, de l'Atlantique jusqu'au Pacifique; ils ont une population d'environ trente-quatre millions d'âmes qui obéissent au principe de la conservation de l'intégrité du territoire; ils disposent d'une armée valeureuse dont le courage et le dévouement ne pâliraient pas devant les faits héroïques

des illustres soldats de Napoléon Ier. Ils possèdent aussi une marine au moins égale à celle d'une des grandes nations maritimes de l'Europe. Certes, de telles conditions de souveraineté et de puissance suffisent pour remplir de fierté le peuple américain.

C'est à la fin de la guerre civile que l'intérêt du bien-être du peuple américain réclamera l'emploi de ces moyens dont on s'est servi pendant les quatre-vingt-cinq années du temps glorieux de la République, et ces moyens seront d'abord ceux de la persuasion, en vue d'arriver à la pacification complète du pays. Mais désormais le bon sens pratique des chefs des divers partis ayant une position dans la nation n'aura plus recours aux idées *exagérées* des droits de l'individu, attendu qu'elles constituent une menace permanente pour les citoyens paisibles.

Si dans la sphère de la politique, comme nous l'avons déjà expliqué, il s'est opéré un changement important de l'esprit national, conséquence de la nouvelle situation, ce changement n'est pas moindre dans la sphère des intérêts de l'économie.

Le nord des États-Unis avait toujours dans son ensemble un grand intérêt dans le maintien d'une échelle élevée des *droits de douane*, parce que la réunion de masses de citoyens pour former des villes industrielles était une contradiction directe

des lois de la Providence à l'égard des destinées du peuple américain, qui devrait avant tout se consacrer à la culture des terres.

Mais les grandes richesses amassées par les citoyens du Nord, devenus les intermédiaires des marchés du Sud, qui leur procurait les fruits précieux de ses labeurs forcés, sentirent bientôt la nécessité d'utiliser les matières premières pour faire une concurrence honorable à ces produits manufacturés, qui se répandaient sans cesse sur le continent de l'Amérique. Ces intérêts industriels commencèrent, en faisant concurrence aux intérêts agricoles, à absorber l'émigration paisible et ombrageuse refoulée sur le continent de l'Amérique par les tendances conservatrices de la société européenne.

Ces nouveaux venus, habitués en Europe à des salaires peu élevés et ne connaissant pas le bien-être de l'ouvrier américain, attirèrent sur eux la haine de ces ouvriers nés sur le sol et aussi la haine des propriétaires d'esclaves du Sud, qui ne virent dans l'émigration qu'une concurrence dangereuse pour leurs intérêts.

Les luttes sanglantes de 1844 contre les citoyens adoptés et le vote solennel de 1854 étaient le résultat de ces émigrations importantes qui avaient eu lieu quelques années avant et après les révolutions de 1848. On comprend maintenant que les ouvriers

américains nés sur le sol et les industriels du Nord ont un intérêt commun au maintien d'une haute échelle des droits de douane. Le parti républicain, actuellement au pouvoir à Washington, n'existe que depuis le 4 mars 1861, nourrissant au sein du gouvernement un sentiment de violente inimitié contre le Sud; mais les hommes qui forment ce parti sont les mêmes qui voulurent, sous divers titres, créer un gouvernement fort et splendide, dans lequel une haute échelle des droits de douane devait jouer un grand rôle. Ce parti a régi l'Union américaine de 1797 à 1801 sous le nom de parti fédéral; chancelant de 1825 à 1829 sous le nom de parti fédéral et de parti whig, il a été réhabilité de 1841 à 1845, pour finir, de 1849 à 1853, sous le seul nom de parti whig. Ce parti whig était entièrement mort dans l'élection présidentielle de 1852, quand son candidat, le général Winfield Scott, *ne fut que soupçonné d'avoir des liaisons avec les abolitionistes*. Tout le reste du temps, du 30 avril 1789 jusqu'au 4 mars 1861, le parti démocratique a été au pouvoir à Washington. Ce parti ne voulut jamais créer une industrie *factice*, désirant avant tout développer les ressources des États-Unis d'une façon naturelle, but pour lequel l'horizon était si vaste. Ce sont les États de l'extrême nord-est (Rhode-Island, New-Hampshire, Vermont, Maine, Connecticut, Massashussets,

appelés Nouvelle-Angleterre) qui ont un intérêt souverain dans une haute échelle des droits de douane, parce que leur territoire est petit et proportionnellement plus peuplé. Leur population est intelligente, et elle est devenue riche tant par son industrie que par son commerce avec les États du Sud avant la lutte; mais les mœurs de ce pays et sa manière de voir présentent un tel caractère de sévérité que l'on y trouvait encore, il y a cent cinquante ans à peine, des lois qui rappelaient entièrement celles du moyen âge.

Les États du Sud avaient une haine innée pour cette population. On remarque dans les États de l'extrême nord-est et dans l'extrême sud une faible minorité se laissant toujours aller à une violence de langage qu'il nous est bien pénible de constater, mais cela est nécessaire au moment de donner une appréciation exacte de la situation présente et de la situation à venir.

Parmi les États du milieu, c'est surtout dans l'État de Pennsylvanie, appelé « pierre angulaire de l'Union », que les intérêts industriels prévalent, et plus particulièrement l'industrie des mines (fer, charbon, pétrole, etc.). La population de cet État ne partage pas les idées radicales de l'extrême nord-est, elle est plutôt, dans la politique, éminemment conservatrice.

Il est d'ailleurs bien connu que l'État de New-York et les États de l'Ouest ont un grand intérêt à voir établir le libre échange.

Le parti démocratique n'a jamais reconnu l'esclavage dans un *sens favorable* ou *défavorable*, attendu que les États ne s'étaient pas réunis pour traiter les affaires domestiques des États particuliers; mais la prospérité même des États-Unis était devenue un malheur pour les intérêts de l'humanité. Cette prospérité devenait exagérée, et il était urgent de calmer les passions furieuses qui éclataient pour la possession des terres.

Le Sud réclama, dans l'esprit de la souveraineté des États, autrement bienfaisante pour les droits individuels des citoyens, le *droit constitutionnel mais douloureux* de porter ses esclaves sur des territoires qui n'avaient pas la position d'États souverains : c'était une insulte au sentiment de la souveraineté nationale.

Les concessions faites par le Sud en 1850, en laissant entrer la Californie dans l'Union sans l'esclavage, ne suffirent plus aux aspirations des esprits éclairés et à la nécessité de rétrécir les cadres du travail forcé!

Dans l'intervalle de 1854 à 1860, les ouvriers du Nord nés sur le sol s'étaient réconciliés avec l'émigration, et virent dans l'esclavage non-seule-

ment l'abaissement du genre humain, mais aussi une concurrence formidable à leur travail, si les hommes du Sud commençaient à ériger leurs industries particulières.

C'était en vain que le parti démocratique avait toujours conseillé d'éviter les grandes agglomérations de populations ouvrières, car, suivant l'auguste fondateur du parti démocratique, Thomas Jefferson[1], c'était créer un danger permanent pour l'État et pour ces populations elles-mêmes. Les tendances de la civilisation moderne poussaient à la création de ces vastes cités industrielles, et le parti démo-

[1] Thomas Jefferson est l'auteur de la déclaration de l'indépendance des États-Unis, promulguée le 4 juillet 1776.

Benjamin Franklin, son collègue dans la commission, fut reçu quelques années après au sein de l'Institut par l'Académie, qui l'acclama par ces paroles :

Eripuit cœlo lumen, sceptrumque tyrannis.

Thomas Jefferson fut envoyé à Paris après Franklin près du roi Louis XVI, et plus tard appelé dans le conseil de George Washington; de 1789 à 1793, il était la personnification du parti toujours ami de la France, tandis qu'Alexandre Hamilton était le chef du parti favorable à l'Angleterre. Il quitta pour un temps son siége au cabinet, et rentra paisiblement dans la vie privée. L'amour du peuple des États-Uuis pour les idées du grand citoyen l'appela à la présidence, qu'il occupa pendant huit années seulement, parce qu'il évita une nouvelle candidature. Il mourut cinquante ans après la déclaration de l'indépendance, le 4 juillet 1826, après avoir eu la jouissance ineffable de recevoir encore la visite du général Lafayette.

cratique en Amérique ne pouvait pas plus l'empêcher que d'autres grandes autorités ne pourraient le faire ailleurs.

Les luttes répétées au sein de la représentation nationale, à cause de l'admission de nouveaux territoires, firent croire à ceux qui n'étaient pas initiés que la question cosmopolite seule occupait l'esprit des hommes d'État. Quant à nous, laissant de côté la question brûlante de savoir s'il sera un jour possible de rendre les nègres libres et utiles dans des limites raisonnables sur le continent des États-Unis, *en dehors de la déclaration écrite,* nous nous bornerons à étudier la situation qui se prépare après la paix, lorsque le travail nécessaire pour la préparation des fibres du coton par l'emploi du « cotton gin[1] », instrument pour lequel les nègres du Sud ont reçu une instruction particulière, pourra permettre aux fibres américaines d'arriver sur le

[1] Dans les États du Sud, le coton cultivé est distingué en trois sortes : le « *nankeen cotton* », ainsi appelé à cause de sa couleur, et le « *green seed cotton* », produisant le coton blanc avec graines vertes. Ces cotonniers croissent au milieu du pays, situé plus haut, et ils sont appelés « *short staple cotton* ». Le « *black seed cotton* », cultivé dans le pays inférieur, près de la mer, et sur les îles près des côtes, produit du coton fin en apparence, blanc et soyeux, très-fort et bien long. Les graines de long brin (staple) coton sont séparées par des roulis à trébuchet, celles de court brin (staple) coton sont séparées avec plus de difficulté par une scie à trébuchet (saw-gin) inventée par Eli Whitney.

marché dans toute son étendue, quand le travail ne sera plus forcé. En un mot, nous nous demandons si les nègres, dans un état de liberté, reprendront leurs importants travaux. Nous répondrons sincèrement que les nègres, dans le sud des terres chaudes, ne travailleront pas s'ils n'y sont pas forcés. En parlant ainsi nous savons parfaitement que nous attirerons sur nous les clameurs de tous ceux qui confondent leurs désirs, leurs aspirations et leurs intérêts avec la réalité des faits. On ne saurait, en effet, appeler travail pour les nègres les efforts nécessaires pour obtenir le pain de chaque jour, et nous conseillons à l'avance d'importer les coolies de la Chine pour faire le travail sous forme d'apprentissage, — système adopté maintenant par le parti libéral, — système enfin qui cache l'esclavage et laisse le vieillard exposé à la charité froide du monde.

Qu'on sache bien que nous ne sommes pas l'avocat d'une hypocrisie réelle ; mais nous devons respecter, dans ce temps de chaos, de cataclysme de principes, les moyens nécessaires et admis par l'opinion publique. Toutes ces vérités sont bien tristes à entendre, mais l'expérience enseigne que les Irlandais et les Allemands, que l'on avait autrefois envoyés dans la Louisiane, y ont péri comme des mouches en faisant le travail des nègres. On doit assurément subir l'influence des faits et prévoir

que l'on trouvera encore du coton dans le pays conquis, car on ne peut tout brûler à la fois; mais il est évident que le prix ne sera plus celui d'autrefois. En même temps que le salaire des travailleurs s'élèvera, le prix des denrées haussera par suite au fur et à mesure, et il sera d'autant plus difficile de sortir de cette situation que les riches feront tous leurs efforts pour conserver intactes les richesses amassées pendant la guerre civile. On peut voir qu'ils y ont déjà songé : ils ont fondé, en effet, une vaste association pour favoriser l'émigration, et ils ont à leur disposition pour ce but cinq cents millions de francs. Nous leur souhaitons plein succès de ce côté, parce que notre pays s'enrichira d'un flux d'ouvriers et de laboureurs. Mais il est sans nul doute que cette émigration, qui a peu de besoins, contribuera par son intervention à maintenir le bas prix du travail parmi les ouvriers américains, malgré les richesses immenses et individuelles qui se sont formées autour d'eux. Il s'ensuit que l'*égalité* subira un échec considérable. D'un autre côté, la nation a contracté de grandes dettes, et elle sera dans l'obligation d'adopter un système financier.

Ce point nous conduit à l'étude du véritable caractère des impôts futurs.

Jusqu'à la veille de la guerre civile, les citoyens des États-Unis n'ont rien payé au gouvernement fé-

déral à Washington; la propriété immobilière seule supportait les impôts de l'État *particulier*.

Tout citoyen pouvait facilement échapper à la taxe personnelle, parce qu'il n'était pas dans les mœurs du peuple de laisser grever la propriété mobilière pour assurer des revenus à l'État *particulier*. La chose ne se passait pas comme en Angleterre, où les fonctionnaires chargés de recueillir les impôts suivent les citoyens jusqu'à la tombe.

Le gouvernement suffisait à ses dépenses par les droits de douane et la vente des terres fiscales, principalement cédées par le Sud au gouvernement fédéral à l'origine de l'Union. Nous sommes citoyen du Nord ou plutôt de l'Union, et nous ne saurions mentir en écrivant un peu d'histoire; mais nous nous empressons de dire que le gouvernement fédéral avait une dette d'environ deux cents millions de francs, et que les créanciers anglais refusaient le payement parce qu'on voulait les solder au pair et que les valeurs du gouvernement de l'État fédéral étaient cotées à 118 dollars sur le marché, ce qui établissait une prime de plus de 18 dollars pour cent. Tel était l'état des choses quand le parti démocratique, appelé esclavagiste par la presse soi-disant libérale d'Europe (sans doute par ignorance), fut forcé de céder le pouvoir à un parti mené par une faction d'hommes de l'extrême nord-est des

États-Unis, et qui étaient les ennemis déclarés de l'Union américaine. Cette question politique est intimement liée au bien-être des États-Unis et aux intérêts du monde entier.

Ces hommes de l'extrême nord-est des États-Unis avaient, pendant la guerre de 1812 avec l'Angleterre, allumé des flambeaux bleus sur leurs montagnes pour indiquer aux Anglais les points vulnérables du territoire américain. Ils tinrent à Hartford une convention dans laquelle ils déclarèrent abandonner l'Union américaine parce que l'échelle des droits de douane n'était pas assez élevée, et qu'ils voulaient se réunir à l'Angleterre.

En cela ils revendiquaient le grand principe de la souveraineté des États; mais, pour l'honneur des États de l'extrême nord-est des États-Unis, nous aimons à croire qu'il n'y a plus de traîtres parmi eux; cependant il est incontestable que les idées les plus radicales dans toutes les questions politiques, sociales, religieuses, sont venues de ce côté.

Les auto-da-fé de quakers, la secte la plus paisible et la plus inoffensive du monde, sous l'empire des lois faites par les corps législatifs de leurs colonies avant la formation de l'Union américaine, sont loin de prouver du respect pour l'opinion de leurs semblables. — Nous avons sans doute beaucoup de

déférence pour toutes les opinions, mais nous déclarons hautement qu'une *union* dont le but est national, c'est-à-dire politique, industriel et commercial, ne peut être conservée que par une extrême modération.

Il est bien entendu, d'un autre côté, que les réclamations des États du Sud à l'égard de l'extension de l'esclavage, fondées sur l'idée *exagérée* de la souveraineté des États, et leur appétit morbide de presque toutes les abolitions d'un tarif des droits de douane, ne sauraient être pris en considération, parce qu'il y aurait danger réel pour l'intégrité des États-Unis et pour l'autorité constituée en vue du bien-être du peuple. Nous sommes convaincu que le sentiment conservateur des États du milieu se fera jour au sein du gouvernement fédéral, parce qu'on ne peut pas toujours vivre dans un état de révolution et de lutte. Il n'est pas douteux pour nous que le parti qui a régi l'Union pendant la plus grande partie des quatre-vingt-cinq premières années (lui et pas un autre), reprendra sous peu la direction du pouvoir et s'efforcera de sauver du naufrage tout ce qui reste encore du grand édifice dans la vie morale, politique, industrielle et commerciale.

Dans cet état de choses, les commerçants et industriels de l'Europe aimeront sans doute à savoir ce qui peut se produire en attendant le 4 mars 1869.

Nous leur dirons d'abord qu'il est probable que le premier lundi de décembre 1867 verra à la tête du pouvoir un congrès qui s'occupera plus du bien-être pacifique du peuple que de la fabrication d'armes de guerre. — La distance qui nous sépare du premier lundi de décembre 1867 est bien longue; cependant nous allons répondre avec la plus grande sincérité.

Aujourd'hui, bien que les armées du Sud s'épuisent de plus en plus, il serait téméraire d'espérer que la paix dans un sens européen puisse être bientôt conclue. Mais il est certain que l'industrie et le commerce subiront les effets d'un amoindrissement des proportions de la guerre civile, parce que les Américains ont une facilité merveilleuse pour suivre les événements et attendre les changements dans l'avenir. Après avoir ainsi fait pressentir une reprise prochaine des affaires avec les États-Unis, nous devons aussi signaler un nuage qui ne pourrait être dissipé que par ceux qui auront à leur disposition assez de moyens d'action, et nous pensons que cette difficulté subsistera encore quelque temps après l'affermissement de la paix. Ce nuage est à notre avis le *tarif des droits de douane.*

La guerre civile a donné un emploi immense à toutes les classes de la société; plus tard, l'ouvrier américain manquera du travail fourni par le gou-

vernement; mais il aura à sa disposition les épargnes qu'il aura faites. Il aimera à satisfaire ses goûts pour la toilette, à acheter des soieries pour sa femme et sa fille, les draps des fabriques françaises, anglaises et allemandes pour lui et son fils; malgré tout, il reculera devant la dépense. Bien que les importations doivent quintupler, il est bon à cet égard de sauvegarder à la fois les intérêts des fabricants en Europe, ceux des commerçants en Amérique, et particulièrement les intérêts de ceux qui n'ont pas les moyens d'attendre, et de leur faire observer que les importations faites à haut prix sous l'empire d'un tarif très-élevé des droits de douane, seront prises dans un premier élan d'esprit par ceux qui se sont enrichis pendant la guerre civile et qui désirent jouir des fruits de leurs spoliations. Quant au peuple américain, il s'abstiendra pendant quelque temps de faire des achats, parce que l'expérience lui a appris à être prudent. Il se forme en Amérique une école qui critique avec acharnement l'excès des jouissances chez le peuple, et proclame hautement que la guerre civile est un fléau de Dieu pour les fautes commises. Le peuple subira nécessairement ces influences, il se restreindra de plus en plus dans ses foyers domestiques, et assistera avec plus de dévotion encore le dimanche au service religieux. Du reste, le peuple américain n'a

jamais joui de la vie dans le sens européen; tout citoyen naturellement généreux dépense beaucoup, avec la pensée de favoriser le bien-être des masses.

On comprend facilement que ces influences diverses enlèveront pendant quelque temps au commerce et à l'industrie ces millions de besoins antérieurement sentis par les ouvriers américains. On oubliera plus tard ce châtiment de Dieu, et on s'élancera de nouveau dans ces dépenses somptueuses qui rivalisent parfois avec celles que font de riches capitalistes.

Nous croyons inutile de chercher à établir un tableau des tarifs de douane, parce que les changements fréquents qui ont eu lieu sous l'administration actuelle et la variation dans le change rendraient ce travail impossible en ce moment. Que les industriels et les commerçants sachent seulement qu'ils ont joué gros jeu, et qu'ils ont désormais à suivre les affaires avec précaution et sagesse.

On ne pouvait pas dire ces dures vérités pendant cette guerre terrible, alors que l'on portait ces grands coups qui décident de l'existence d'une nation.



II

QUESTION EXTÉRIEURE.

La vie même est un compromis, et l'individu, s'il ne fait pas de concessions et n'en veut pas accepter, ne peut se mouvoir dans la société. Ce qui est vrai pour l'individu en particulier, l'est davantage encore entre les membres d'une communauté politique : sans concessions toute république est impossible, dans le sens ancien et dans le sens moderne, et toute agglomération devient une réunion d'êtres toujours prêts à s'égorger. Une monarchie peut être ainsi une bonne république, si les participants s'entendent bien. — L'éclat et les allures d'une monarchie ainsi établie ne sont souvent que le résultat des mœurs du peuple, de la position géographique, historique, et même des exigences d'une industrie spéciale qui réclame l'exploitation du luxe.

Aussi l'idée du fondateur de la république des États-Unis d'Amérique était que le prince étant déchu, et Washington ne voulant pas être roi, on pourrait pendant plusieurs siècles essayer (suivant

Thomas Jefferson) la forme républicaine, comme on avait essayé pendant des siècles la forme monarchique.

Thomas Jefferson, en fermant les yeux, le 4 juillet 1826, reconnaissait que l'essai avait complétement réussi.

C'est principalement à George Washington que les États-Unis doivent l'adoption du principe de neutralité, au moins en ce qui concerne les affaires européennes. Il sauva ainsi pour la seconde fois la jeune république par son attitude inébranlable, lorsque, après les événements de 1793, éclatèrent les orages entre la France et l'Angleterre. Washington, que Diogène eût reconnu pour l'homme qu'il cherchait, s'il l'eût rencontré dans les rues d'Athènes, croyait que le principe de compromis devait prévaloir entre la grande famille des nations comme entre les membres d'un peuple particulier, pour assurer la paix et le bien-être de la république humaine. C'est dans ce but qu'il proposa de ne pas contracter des alliances intimes avec d'autres puissances, et il resta comme un demi-dieu au-dessus de tous préjugés à l'égard des partis qui divisaient la patrie et des combinaisons politiques du reste du monde. On est forcé de reconnaître que la Providence n'a pas voulu produire beaucoup de George Washington, et quoique nous n'aimions pas à faire

des comparaisons irritantes, il faudrait remonter bien haut dans l'histoire pour trouver un homme à qui on pût le comparer. Il y avait sans doute de grands hommes du temps de Washington, mais ils ne pouvaient se maîtriser assez pour échapper aux impressions ordinaires à la nature humaine. C'est ainsi que l'on vit, de 1789 à 1793, dans le premier cabinet, Thomas Jefferson représenter les idées françaises, tandis qu'Alexandre Hamilton représentait les idées anglaises. C'est en vain que George Washington chercha à concilier ces deux idées. Il y avait là un *conflit irrésistible* (suivant les expressions dont s'est servi M. Seward à l'égard du Nord et du Sud avant la lutte dont nous sommes témoins), et dans ce conflit entre Hamilton et Jefferson, le triomphe resta à Hamilton.

Il y avait donc des partisans de l'Angleterre et des partisans de la France.

Quand, en 1801, Thomas Jefferson parvint au pouvoir, il s'établit une espèce d'amitié entre les États-Unis d'Amérique et la Russie.

Nous avons rencontré beaucoup de personnes qui ne pouvaient comprendre et admettre une telle amitié, aussi voulons-nous prévenir l'Europe que les États-Unis comme puissance et les citoyens comme individus sont les vrais et sincères amis de la Russie.

Les institutions des États-Unis, dans leur ensemble, ont été pendant quatre-vingt-cinq années, c'est-à-dire jusqu'au commencement de la lutte, une démocratie presque pure, en exceptant toutefois quinze États dans lesquels la partie pauvre des citoyens n'exerçait ses droits qu'en apparence, parce que le travail forcé leur faisait concurrence. Cette démocratie (prise dans le sens moderne) agissait en tout comme un dictateur. On rapporte que l'empereur Nicolas I[er] a dit « qu'il pouvait se figurer des institutions comme celles de la Russie et celles des États-Unis! que toutes les autres n'étaient que des institutions hybrides! » C'est aussi l'opinion qui domine dans les États-Unis d'Amérique. Dans les États-Unis comme en Russie, on considère la nation russe et la nation américaine comme les deux géants qui domineront le monde. Nous nous bornons à constater l'existence de cette opinion, et nous devons ajouter que la civilisation actuelle, dont la France est la personnification, ne saurait être facilement détruite. — Il est vrai que les États-Unis et la Russie sont déjà voisins sur les bords du fleuve Amour, dans l'extrême nord-ouest du continent d'Amérique; mais la civilisation a à travailler pendant des siècles pour faire place à une concurrence amicale, à cause de la rivalité des intérêts. On sait aussi que les États-Unis sont séparés de la Russie par l'Europe

occidentale et par l'Asie, et que toutes les circonstances conspirent pour serrer les liens entre ces deux puissances.

On se demandera peut-être s'il est possible qu'un citoyen américain puisse voir avec indifférence la destruction de la nationalité polonaise, et s'il désire rester neutre, pourquoi veut-il tendre la main au vainqueur ? — Nous répondrons simplement que le citoyen américain, en contemplant son grand continent et les merveilles des développements opérés par son énergie, regarde l'Europe occidentale comme la mère qui s'attend à recevoir quelques ressources pour aider à sa vie. Il considère les questions de l'ordre de celle de Pologne comme purement domestiques pour sa mère, qui, en l'absence de ses enfants intrépides, a gardé près d'elle pour la consoler les débris de la famille qui ne sont pas à même de se réunir à leurs frères aînés. La Russie est, bien entendu, une nouvelle venue du fond de l'Orient, et elle est obligée de se faire jour dans le foyer de la mère de la civilisation, parce que les membres de la famille disparaissent dans un malentendu appelé monarchie, république, autocratie, démocratie, ainsi que dans le communisme et autres utopies de notre temps.

Nous puisons nos appréciations dans l'esprit même de ces masses intelligentes qui constituent encore la

souveraineté américaine. L'Américain qui n'a reçu qu'une éducation primaire possède une intelligence naturelle assez remarquable, bien qu'il puisse être parfois trompé par des meneurs, quand il n'a pas le temps ou le moyen d'examiner une question ayant une importance nationale.

L'amitié du citoyen américain pour la Russie est bien arrêtée, parce qu'il a dans le cœur une grande admiration pour la force. C'est pour cela que l'Américain qui ne s'élève pas jusqu'à l'ordre des classes gouvernantes sent en lui une admiration sans bornes pour Napoléon Ier, comme il a de l'amour pour George Washington, qui est devenu pour lui l'objet d'un vrai culte. Cette admiration pour le grand homme s'étend aussi à toute la famille des Bonaparte, et beaucoup d'Américains sont fiers de savoir qu'il existe des Bonaparte d'origine américaine. Ils voient en Napoléon III l'incarnation de la nationalité française. Ils reconnaissent cela sans raisonnement, par une espèce d'instinct naturel. Mais si on les aborde et qu'on leur demande l'explication de leur foi, ils répondent qu'on ne peut pas fabriquer huit millions de votes, et que de tels suffrages ne sauraient être réduits par des arguments. Il y a nécessairement en eux quelque chose de plus fort encore que toutes les raisons, c'est qu'il y a au fond du cœur de la nation une conviction intime qu'un

pouvoir exécutif bien établi est nécessaire, qu'il faut que ce pouvoir repose sur des appuis solides, et non pas sur une élection qui se renouvelle après une période de quatre années, dans un pays où il n'y a pas encore de sentiment unanime en faveur d'une famille particulière. — Le citoyen américain qui a à cœur le bien-être du peuple, sent instinctivement que ce bien-être n'existe pas en Angleterre. Il comprend que l'aristocratie anglaise veut concilier sa position anormale avec les besoins actuels. Il sait que la chute de cette aristocratie viendra, mais il n'a dans le cœur aucune haine contre les hommes illustres qui composent cette caste puissante.— Toutefois, on ne saurait jamais pardonner à cette aristocratie d'avoir allumé cette lutte sanglante qui désole l'Amérique depuis plusieurs années.

C'est en 1832 qu'un homme du nom de William Lloyd Garrison commença à publier à Boston (État de Massashussets, un des États de l'extrême nord-est appelé Nouvelle-Angleterre) un journal ayant pour titre *le Libérateur*. Il employa dans ce journal, à l'égard des habitants du Sud, des termes et des phrases que le bon goût rejette et que le respect dû à des lecteurs ne permet pas de rappeler. Pour donner une idée du ton et du langage de ce journal, soudoyé par les riches capitalistes de la Nouvelle-Angleterre, il nous suffit de reproduire les réponses

faites à cette occasion par la presse du Sud. Ces réponses sont simples; les voici :

« Vous avez droit à la liberté sans bornes de la » presse en vertu de la souveraineté de l'État qui » vous donne ce droit; mais sachez bien que le jour » où vous ou vos amis parviendrez au pouvoir à » Washington, nous nous retirerons de l'Union amé- » ricaine en vertu de la même souveraineté d'État; » nous sommes des États souverains et indépendants, » nous avons un contrat social appelé Constitution » des États-Unis d'Amérique, qui ne garantit que la » forme républicaine aux États particuliers et laisse » à chaque État une liberté complète dans les affaires » qui ne sont pas confiées au gouvernement fédéral. »

Ainsi parlait le Sud, qui ajoutait encore : « Vous » pouvez établir une religion d'État dans un État » particulier, et nous ne croyons pas avoir le droit de » faire aucune objection à cet égard; et l'on sait qu'ac- » tuellement, dans votre État de New-Hampshire, les » catholiques et les juifs sont exclus de toutes fonc- » tions publiques. » Nous pouvons ajouter pour notre compte personnel, que cette exclusion existait encore en 1852, quand le général Franklin Pierce, de New-Hampshire, fut élu président, et presque tout le Sud vota pour lui, quoique son État exerçât son droit de souveraineté d'une façon peu libérale même *contre la race blanche;* nous ignorons si cette

exclusion existe encore, mais ce fait importe peu, attendu que nous voulons seulement répéter le langage des habitants du Sud au moment où *le Libérateur* commença sa croisade.

Personne ne nous accusera de vouloir être infidèle à l'Union américaine; si nous avons gardé le silence pendant les horreurs de la guerre civile, nous l'avons fait dans la crainte de nuire au rétablissement de l'intégrité du territoire des États-Unis d'Amérique. Mais le moment est venu de faire connaître au monde les appréciations d'un homme placé au-dessus des passions et de tout intérêt. C'est toujours la question extérieure que nous traitons, afin que l'enchaînement puisse s'éclairer d'une manière éclatante, nous l'espérons au moins.

L'aristocratie anglaise, et *non le peuple* anglais, entendait avec plaisir le langage des hommes du Sud, parce qu'elle voyait naturellement dans ces colères le commencement d'une rupture. — Cependant les aimables grands hommes d'Angleterre se gardaient bien de prendre une part officielle à ces agitations. Seulement, sir Robert Peel avait dit au Parlement, à l'occasion de l'abolition de l'esclavage à la Jamaïque : « Votez les vingt millions de livres sterling et vous détruirez les institutions américaines. » C'était un langage franc! — Applaudissez, cosmopolites! — Mais sir Robert Peel n'était pas

cosmopolite, il voulut la destruction de l'Union américaine. Nous avons vaincu le Sud, notre drapeau flotte partout, mais avons-nous l'UNION?

On vit cependant à la tête du mouvement un certain petit homme du nom de Georges Thompson : c'est le même George Thompson qui en 1850 était membre de la Chambre des communes d'Angleterre et qui se trouvait aux États-Unis quand la question brûlante de l'admission de la Californie dans l'Union fut discutée. — Ce George Thompson n'hésita pas un instant à faire des discours publics qui ne pouvaient avoir d'autre but que de pousser à une rupture entre le Nord et le Sud. Et l'on vit la police américaine protéger cet homme contre la multitude, qui se sentait blessée dans son sentiment national.

Nous invitons ici tous les hommes éminents et libéraux qui s'appellent hommes d'État, à bien méditer les appréciations que nous allons offrir; mais nous voulons dire à l'avance que nous n'avons pas une opinion bien arrêtée, *pour l'avenir du bien-être de tous les États,* ni à l'égard de la liberté de la presse *sans bornes* et des clubs dans lesquels on fait au peuple de grands discours : nous voulons encore réfléchir sur ce point avant de nous prononcer.

Voici maintenant les faits tels qu'ils ont eu lieu en Amérique.

Il y avait une petite faction qui ne comptait pas

cinquante mille personnes au milieu d'une population de 25 millions (aujourd'hui 34 millions); cette faction cherchait à détruire par des moyens légaux l'Union américaine.

Laissons de côté pour le moment le point de savoir si l'Union ou seulement l'intégrité du territoire est maintenant rétablie, et constatons qu'une poignée d'hommes a causé une guerre civile qui a beaucoup contribué à décourager les esprits qui travaillent pour la liberté sur tous les points de la terre. C'est là un fait que nous accusons et non pas une opinion, et à cet effet nous avons puisé dans les renseignements pris dans divers pays.

Les bruits faits à présent par les hommes politiques dans tous les pays ne sont pas les sentiments de cette partie de la société qui veut seulement le bien et ne cherche pas dans la politique la satisfaction d'une ambition.

Cette petite faction qui comprenait tant de noms de parti, se recrutait en créant d'autres petites factions qui n'étaient pas si radicales. Les deux grands partis du pays, les whigs et les démocrates, protégèrent à la fois les droits du Sud et les droits de ces hommes qui déclarèrent ouvertement dans des discours publics : *que la Constitution des États-Unis est*

un traité fait avec l'enfer, et qu'il serait nécessaire de passer par des rivières de sang pour écraser le Sud.

Tout cela s'est malheureusement accompli, mais quelle était l'alliée fidèle de ces hommes? L'aristocratie d'Angleterre! Nous sommes profondément ému de nous trouver dans l'obligation de lancer cette grave accusation contre une caste si respectée; mais nous avons à remplir un devoir sacré, celui de dire la vérité, et en cela nous ne faisons que nous rendre au désir exprimé, il y a plus de trois ans, par un des amis intimes de William Lloyd Garrison.

Si nous avons hésité longtemps, nous sommes obligé de reconnaître que le moment est venu de faire face au danger.

En Angleterre, le duc et la duchesse de Sutherland et lord Shaftesbury ont toujours reçu dans leurs salons les chefs de cette petite faction que nous avons signalée, et ils n'ont cessé de donner aide et appui pour la destruction de l'Union américaine.

En l'année 1861, le révérend M. Newman, dans une des églises de New-York, voulant rendre compte à ses ouailles de sa visite en Angleterre, disait : qu'il avait visité entre autres grands seigneurs lord Shaftesbury et qu'il avait demandé sympathie pour la cause des abolitionistes; nous ignorons de quelle sorte de sympathie le bon révérend voulait parler, et nous nous empressons de citer les paroles mêmes

de lord Shaftesbury rapportées par le révérend : « Nous ne voulions que diviser l'Union américaine » par notre agitation, parce que nous ne voulons » pas que soixante millions d'Américains puissent » nous dicter des lois. »

On doit remarquer que le noble lord prévoit déjà le temps où la population des États-Unis sera doublée. . . . .

C'est en 1861 que nous avons lu le discours de M. Newman dans les principaux journaux de New-York, et tout le monde sait avec quelle parfaite et fidèle précision sont rapportés par la presse américaine tous les discours publics, sans distinction de parti. — Du reste, si lord Shaftesbury n'avait pas été assez maladroit pour dire cela, chaque homme de bon sens aurait parfaitement deviné les desseins de l'aristocratie anglaise, dont nous admirons seulement le patriotisme. —

Si les États-Unis ont eu des hommes qui ont compromis l'honneur de leur pays pour satisfaire leurs passions et leurs folies, ce n'est pas la faute de l'aristocratie anglaise! — Certes, rappeler ces faits en Amérique, dans le langage de la masse du peuple, ne pourrait contribuer qu'à augmenter l'irritation contre l'Angleterre; mais en les racontant en Europe, où ils ne sont pas si bien connus, les libéraux par excellence pourraient commencer à

comprendre que c'était peut-être le parti démocratique qui avait à cœur le véritable intérêt du pays et du monde ; et d'un autre côté, les hommes d'État pourront songer aux moyens à employer pour éviter la guerre générale qui nous menace.

Le peuple américain comprend parfaitement bien que l'aristocratie d'Angleterre ait toujours cherché à aigrir les sentiments de l'extrême nord-est des États-Unis contre le Sud pour arriver à provoquer une résistance qui était inévitable. Elle faisait aussi croire aux fanatiques du Nord qu'avec une population de vingt millions d'âmes il ne faudrait pas plus de quatre-vingt-dix jours pour réduire le Sud, qui ne comptait plus que huit millions de blancs avec une population hostile (comme le monde le croyait!) et servile de quatre millions cinq cent mille nègres. La guerre dure cependant depuis quatre années, elle a dévoré des armées et des trésors immenses. — La punition de l'Angleterre ne s'est pas fait attendre, l'Angleterre frémit déjà..... Ce qu'il y a de douloureux à constater, c'est que la masse du peuple britannique souffre de plus en plus..... Tout ami de l'humanité reconnaîtra avec nous qu'il n'était pas impossible à l'Angleterre de parler en faveur de la paix avec une dignité appuyée sur l'épée dans les questions de Pologne et de Danemark.....

Nous ne professons aucune haine contre la Russie,

mais il eût été mieux pour cette puissance même que l'Angleterre pût s'unir aux généreux sentiments du puissant souverain de la France pour le bonheur des peuples. Toutefois l'Angleterre ne pouvait disposer de son épée dans les questions de Pologne et de Danemark; elle savait le peuple américain engagé dans une lutte terrible pour son existence territoriale; mais elle savait aussi que le peuple américain, en la voyant engagée dans une guerre avec la Russie ou l'Allemagne, n'aurait pas manqué, pour venger le respect dû à son drapeau et à la nation américaine, de mettre aussitôt l'embargo sur tous les navires anglais, de distribuer des lettres de marque et de détruire, cette fois bien certainement en quatre-vingt-dix jours, le commerce de l'Angleterre dans toutes les parties du monde.

Nous acceptons la responsabilité de cette opinion, bien que nous ne soyons pas dans les secrets du cabinet de Washington, qui aurait commis une grande faute en laissant échapper une telle occasion. Le président Lincoln, revêtu à cette époque d'un pouvoir dictatorial, ayant le congrès des États-Unis à sa disposition par une grande majorité, aurait lui-même manqué à ses devoirs envers le peuple américain, en n'adoptant pas cette conduite. Nous n'avons jamais partagé le sentiment de

M. Lincoln, qui pensait que l'Union devait être totalement esclavagiste ou totalement libre : c'est ainsi qu'il s'était exprimé en public avant son élection.

Nous croyons aussi que cette idée doit aboutir au despotisme, et que nous ne pourrons pas être soupçonné de partialité en disant : que le président Lincoln possède un courage moral égal à celui de beaucoup de ses illustres prédécesseurs. Aussi ne doutons-nous pas un instant que Lincoln n'ait saisi l'occasion de punir l'Angleterre, et cependant, comme citoyen privé, nous n'aimons pas la guerre... C'est le moment de faire remarquer que l'homme dans la vie privée et l'homme au pouvoir sont deux hommes entièrement différents, parce qu'il y a dans l'administration d'un grand pouvoir des moments où l'on est obligé de s'élever au-dessus des considérations particulières et de venger les torts commis avec une hypocrisie infernale envers une grande nation. . . . .

Il est vrai qu'il était pénible pour des hommes qui à l'état de parti s'appuyèrent toujours sur les sympathies de l'Angleterre, de prendre contre celle-ci une attitude hostile. Il est vrai aussi que le parti démocratique leur avait toujours présenté l'aristocratie anglaise comme n'émettant des vœux philanthropiques que pour arriver à la rupture de l'Union

américaine : certes, nous ne doutons pas de la sincérité de la petite faction qui a imposé son programme au parti républicain, et nous ne doutons pas davantage de l'honnêteté de MM. William Lloyd Garrison et Wendell Phillipps...

Plus tard ces mêmes hommes, parvenus au pouvoir, ont paru bien surpris de voir l'Angleterre reconnaître les Sudistes comme des belligérants. Que la France ait agi ainsi, personne ne pouvait être surpris, attendu qu'elle n'était liée par aucun précédent, qu'elle suivait ses intérêts, et qu'elle n'a jamais trempé dans les tentatives faites pour la destruction de l'Union américaine . . . .

En 1855, l'Angleterre était engagée avec la France dans une guerre contre la Russie; elle ne pouvait fournir un contingent égal à celui de la France, et elle était obligée de recourir aux enrôlements volontaires. C'est principalement dans les États-Unis qu'elle cherchait à pratiquer des enrôlements de soldats, violant ainsi la loi de neutralité établie par le Congrès de 1818. A cette occasion les agents anglais cherchèrent à faire naître chez les citoyens adoptés, et particulièrement parmi les Allemands, une résistance systématique contre le gouvernement fédéral. Ces tentatives ne réussirent pas à aliéner le sentiment des Allemands pour les institutions américaines. — Pourtant, ces idées contre

la Russie, contre cette intimité établie par la démocratie américaine, ne manquèrent pas d'exercer peu à peu leur influence sur ceux qui voulurent établir à tout prix toutes sortes de libertés. La démocratie américaine, qui n'était pas comprise par les nouveaux venus émigrants, en subit l'effet en 1860. En effet, les votes de ces Allemands, *distribués dans les grands États, ayant droit à de grands colléges électoraux,* ont pu faire pencher la balance et porter M. Lincoln à la présidence : le fait est du domaine de l'histoire. La seconde élection de M. Lincoln avec une majorité des États fidèles est un acte naturel et patriotique... Ceux qui n'ont pas d'affection pour le parti républicain engagé dans une guerre civile pour l'existence de la patrie, ont bien fait de manifester leur volonté inébranlable pour le rétablissement de l'intégrité du territoire des États-Unis, et de faire de M. Lincoln lui-même le représentant de cette intégrité.

La faction radicale de l'extrême nord-est se fit entendre à l'occasion de la seconde élection de M. Lincoln, par l'organe de M. Wendell Phillipps, en l'appelant, avec sa violence accoutumée, « *tyran* ». Cette faction radicale commence à s'apercevoir qu'elle a été employée par le parti républicain pour créer la résistance du Sud, et que la pomme devrait être partagée d'une autre façon. C'est lorsque

nous avions l'honneur de représenter les intérêts commerciaux des États-Unis d'Amérique qu'un homme, ami intime de William Lloyd Garrison, se prononça devant nous et devant plusieurs autres personnes en faveur de la séparation de l'Union de l'État de Massashussets, dans le cas où l'on voudrait maintenir un seul esclave sur le territoire des États-Unis d'Amérique. Les libéraux d'Europe applaudiront sans doute à de tels sentiments, mais ils seront bien surpris d'apprendre que l'administration à Washington serait obligée de désavouer les sentiments de ces hommes généreux de Massashussets. Ce parti même se garderait bien d'énoncer ce programme, parce qu'une telle profession de foi serait, dans ce moment, un peu dangereuse : elle exposerait tout simplement le principe de la Caroline du Sud sur la revendication *extrême* de la souveraineté de l'État : « Si vous ne voulez pas faire comme je » veux, je me retire. » Ce sont les sentiments vrais de chaque individu du parti radical de l'extrême nord-est, actuellement caché en attendant le moment d'imposer ses volontés à l'Union américaine. C'est ainsi qu'en adoptant publiquement le principe de l'école de Massashussets M. Seward aspirait à la présidence; mais on lui a préféré un instrument pris dans l'État de l'Illinois, pour cacher derrière le trône les meneurs de Massashussets.

La question extérieure qui nous occupe est si fortement liée à ce fait, qu'on ne pourrait l'en séparer.

C'est ce qui constitue la difficulté de se déclarer ouvertement contre l'Angleterre, parce que les sentiments de la Nouvelle-Angleterre sont fortement favorables au peuple anglais; cependant le milieu et l'Ouest nourrissent de grands sentiments d'antipathie contre elle.

L'État du milieu et les grands États de New-York et de Pennsylvanie, soutenus par les hommes de l'Ouest et du Sud, auront à compter un jour avec l'extrême nord-est dans le conseil de la nation. Nous espérons qu'à cette occasion prévaudront des avis plus sages que dans l'affaire du Sud. On voit donc facilement qu'il existe un sentiment peu favorable à l'Angleterre, seulement contre-balancé par des intérêts maritimes de premier ordre.

Nous comptons pour rien la position prise d'une manière semi-officielle par les conservateurs d'Angleterre et surtout par le puissant organe de la cité, qui s'efforce de faire croire à toutes ses sympathies pour le parti démocratique du nord des États-Unis; *il est impossible de nous égarer sur ce point....*

Le parti démocratique rejette une pareille alliance, car ce parti se souvient parfaitement bien que c'était cet organe influent qui savait faire croire à l'Europe

que le parti démocratique est un parti esclavagiste.

On a cherché à créer une haine contre ce parti, parce qu'il était le vrai soutien de l'union et de la constitution des États-Unis, et les libéraux du continent sont tombés entièrement dans le piége; ils se sont empressés d'enseigner aux émigrants une haine contre le parti démocratique et contre le Sud, en les faisant considérer comme esclavagistes. Il est pourtant certain que le parti démocratique n'est que l'avocat modéré de la souveraineté d'État, qui *dans les États-Unis d'Amérique est l'unique protection des libertés individuelles....* Nous n'avons pas à exposer une opinion à l'égard de la conservation plus ou moins grande de la souveraineté d'État ou de son abolition; nous regardons seulement comme un devoir de démontrer que l'Europe était égarée par les ennemis déclarés des États-Unis en Angleterre.

L'influence exercée par la presse de l'Europe, dans les vingt dernières années, sur l'esprit des émigrants, ne doit pas être négligée, et l'on comprend que le vote de ces hommes ne pouvait se faire jour qu'en 1860, lorsque d'autres leviers avaient créé une confusion dans laquelle une émigration qui n'a reçu qu'une instruction primaire a fait peser dans la balance toute son influence en faveur d'une rupture.

L'acte d'accusation contre l'Angleterre pourrait devenir douloureusement long, si nous voulions puiser des arguments dans tous ces faits, mais le temps de les publier n'est pas encore venu.

Qu'il nous suffise d'affirmer que pas un parti, pas une faction ne saurait se laisser prendre désormais aux caresses de l'aristocratie anglaise; les chefs de la faction radicale ont déjà découvert et découvriront encore que la réception dont ils ont joui dans les riches salons de l'aristocratie d'Angleterre, a beaucoup coûté et coûtera encore, non-seulement à leur patrie, mais au monde entier.

L'Angleterre a toujours considéré la doctrine Monroë comme une insulte pour elle, parce qu'elle a toujours vu dans cette doctrine un mot d'ordre pour l'éloigner du continent de l'Amérique; cependant les États-Unis n'ont jamais eu l'intention de prendre le Canada contre la volonté de ses habitants. Il est constant que les vrais Canadiens ont toujours eu un grand attachement pour les États-Unis, attachement qui, il faut l'avouer, s'est un peu refroidi depuis la guerre civile. Nous ne croyons pas qu'il y ait un seul homme d'État américain qui conseillât l'annexion des possessions anglaises; il est seulement à croire que l'on ferait une diversion dans le Canada en vue de nuire à l'ennemi; mais ce ne serait pas une tentative sérieuse pour annexer ce

pays, *si les habitants ne le demandaient pas.*

L'Angleterre a été jusqu'à présent l'unique refuge pour les fugitifs politiques de tous les pays; elle cessera de l'être, et c'est notre idée sincère, bien qu'elle puisse paraître un peu étrange à beaucoup de personnes.

En Angleterre, une démocratie jalouse s'emparera du gouvernement, et cela d'une manière pacifique, nous l'espérons au moins; car notre respect envers la reine Victoria et sa famille est trop profond pour ne pas désirer qu'elle continue à briller à la tête du pouvoir exécutif. L'histoire d'Angleterre enseigne cependant que lorsqu'un grand mouvement se produit dans ce pays, on a l'habitude de suspendre la loi commune; celui qui se prépare sera d'un caractère si grave que cette loi commune n'agira plus comme autrefois en Angleterre, qui perdra ainsi une partie de sa gloire.

La lutte entre les États-Unis et l'Angleterre comme grandes puissances maritimes a déjà commencé, et conservera ce caractère dans une guerre réelle.

L'Angleterre se retira du Mexique, après y être allée avec la France et l'Espagne pour exiger les indemnités dues à ses nationaux, parce qu'elle craignait toujours qu'une victoire remportée sur les bords du Potomac pût permettre aux armées formidables de la grande république de se diriger

sur le Canada et de détruire son commerce en quatre-vingt-dix jours.

Elle sait bien qu'elle n'est pas aimée, et, bien qu'elle cherche à faire croire que l'autorité du gouvernement fédéral ne sera pas rétablie, elle a cru prudent de ne pas s'engager dans la question du Mexique.

Elle n'a pas compris la question mexicaine, non plus que beaucoup d'autres sur lesquelles plane une ignorance complète, ou sur lesquelles on ne peut porter un bon jugement parce qu'on ne peut se dégager de ses préjugés ou de ses craintes. Tout le monde, à vrai dire, croit qu'il existe au Mexique une lutte entre la monarchie, la république, l'aristocratie, la démocratie, ou des divisions de races. La difficulté était très-simple avant l'établissement de l'empire. *Tout le monde voulait piller l'État. — C'était à qui aurait la pomme;* il était impossible de s'entendre sur ce point important.

Nous allons en peu de mots donner un tableau réel de la population mexicaine, dont le chiffre est en général peu connu. La population au Mexique s'élève à huit millions d'hommes environ, à savoir : quatre millions d'Indiens, un million de noirs, et trois millions de Castillans. Cette statistique n'est qu'approximative, attendu que le mélange des races est tellement fréquent qu'il est assez dif-

ficile de bien préciser les choses; on le comprend d'autant mieux encore que même dans les États civilisés, les statistiques laissent beaucoup à désirer, malgré les soins éclairés d'une administration bien organisée. Après avoir ainsi décomposé la population du Mexique, nous voulons faire connaître, à cet égard, les opinions sincères de citoyens américains qui parfois nous ont fait l'honneur de nous les communiquer dans des entretiens intimes. Ces opinions émanent d'hommes très-éclairés et elles sont parfaitement fondées, quoiqu'elles contredisent la politique nationale et bien arrêtée des États-Unis d'Amérique.

Les quatre millions d'Indiens rouges ou de toutes nuances n'ont aucune idée précise d'une civilisation caucasienne, et par suite n'ont pas la moindre notion d'un État fondé comme dans les pays civilisés. Ces Indiens ne sont pas des sauvages, mais ils ont une *éthique* qui ne peut disparaître qu'avec les siècles ou à la suite de la confusion de toutes les races par les croisements.

Les classes gouvernantes ont toujours été composées de Castillans ou d'une population mélangée, représentée par Juarez, qui appartient lui-même à trois races différentes; ce mélange de la population rend encore de plus en plus impossible la réunion des diverses factions formées au milieu des Castil-

lans ou au milieu de ces populations hybrides. — L'état des choses tel qu'il existe au Mexique est précisément *celui que la faction radicale de l'extrême nord-est recherche avec acharnement pour les États-Unis :* c'est-à-dire un amalgame de races qui, pendant son opération, ruinerait tous les liens de la société et donnerait à une petite faction, sous le titre de république, le gouvernement du pays tout entier; à cette différence près que dans les États-Unis le nombre des races inférieures est d'environ cinq millions, en y comprenant les Indiens rouges; mais la prépondérance de la race caucasienne empêchera la concentration du pouvoir dans les mains d'une race issue de mélange. — Aussi dans les États-Unis on veut accomplir l'abaissement des couches inférieures de la société caucasienne, et les rendre égales aux races les plus déshéritées, pour arriver à un même but.

Nous nous bornons à ces considérations sommaires pour le moment, nous proposant d'en donner de plus complètes dans un autre ouvrage.

Depuis un demi-siècle à peu près, il n'y a pas eu de gouvernement au Mexique. On ne peut, en effet, donner le nom de gouvernement à une combinaison de quelques hommes qui laissaient faire et faisaient tout ce qui était dans l'intérêt de leur faction particulière. Les intérêts de l'État ne

préoccupaient personne, et chacun se regardait comme autorisé à s'enrichir le plus possible, et à ne voir dans les quatre millions d'Indiens rouges que de très-humbles serviteurs. C'était une espèce d'esclavage caché sous l'écusson de la liberté.

Il est difficile, et peut-être même dangereux, de citer des faits historiques et bien constatés à l'appui de ce que nous avançons, et nous devons déclarer que nous n'avons nullement l'intention d'attaquer dans son honneur la brave nation mexicaine; car nous reconnaissons que le gouvernement a presque toujours été aux mains d'une minorité factieuse et méchante. . . . .

Voici un fait qui donnera une idée de la corruption des individus au service de ces minorités gouvernantes.

En 1849, après la guerre des États-Unis contre le Mexique en 1847, pour obtenir satisfaction et réparation pour des nationaux, le général en chef américain, ayant à rendre compte au Congrès de ses dépenses, faisait figurer des sommes considérables employées pour offrir des cadeaux à plusieurs officiers au service du Mexique.

Les choses se passaient ainsi sous le gouvernement du général Santa-Anna, qui était encore un des moins irréguliers. C'est à cette époque que les États-Unis ont obtenu du Mexique le Texas, le

Nouveau-Mexique, la Californie supérieure, et plusieurs années après, l'Arizona.

Ces pays étaient devenus nécessaires à l'Union pour arrondir son territoire.

Il fallait s'étendre jusqu'au Pacifique afin de pouvoir communiquer avec le fond de l'Orient sans avoir à traverser des pays étrangers.

On avait aussi en vue, dès cette époque, la construction d'un chemin de fer traversant l'immense continent d'Amérique.

La conquête de la Californie, enfin honorablement reconnue du Mexique pour une somme de cent millions de francs, fut un bienfait pour le monde.

En effet, à peine la Californie était-elle aux mains des Américains, que l'or était découvert. C'était presque un fait providentiel, parce que le monde allait manquer de numéraire pour ces grandes entreprises devenues nécessaires dans tous les pays civilisés pour aller au-devant de ces cris unanimes réclamant le bien-être des masses, qui commençaient à demander un renversement de la société en Europe.

L'émigration se porta en foule vers ce pays qui produisait tant d'or, et l'Europe se vit débarrassée de populations mécontentes et menaçantes au moment où éclatèrent ces révolutions qui ont eu pour heureux résultat de déplacer les moyens d'exploiter

les rêves qui surgirent à cette époque. La Californie fut peuplée tant par les citoyens des États-Unis que par les affamés de l'Europe.

La Californie ne contenait que peu d'habitants de la race indienne, et les premiers émigrants racontent qu'à part les jésuites, il n'y avait pas de blancs. Dans cet état de choses les intérêts des États-Unis, du Mexique et du monde entier gagnèrent par cette conquête ou concession de territoire.....

On doit se rappeler que l'acquisition de la Californie ne fut pas préméditée; elle eut lieu parce que le Texas demandait son indépendance au Mexique et son admission dans l'Union américaine : cette demande joua un grand rôle dans le règlement des difficultés entre les États-Unis et le Mexique. Si la guerre civile n'eût pas éclaté, il est hors de doute que les États-Unis eussent absorbé tout le Mexique. Le Sud, en effet, voyant son influence diminuer dans le nord de ses États par l'admission des États libres et par l'abolition de l'esclavage au-dessus de 30′ 36″ de latitude, eût cherché à s'étendre dans le Sud pour contre-balancer, dans les élections présidentielles, le vote électoral des États souverains qui s'agrandissaient dans le Nord. C'est pour ce motif que le parti qui règne actuellement à Washington a toujours empêché l'acquisition de nouveaux territoires dans le Sud. L'opposition était

si acharnée, que M. Corwin, l'un des chefs du parti whig, s'écria à l'occasion de la guerre contre le Mexique :

« J'espère qu'ils (nos soldats) y trouveront des tombes pour hospitalité ! »

Jamais un membre du parti démocratique du Nord n'a tenu pareil langage à l'occasion de la guerre contre le Sud. Qu'on nous dise maintenant de quel côté se trouvent les vrais patriotes? Sont-ce ceux qui se décoraient du vain titre de *libérateurs* du monde, qui insultaient nos soldats et faisaient naître ensuite une guerre civile? Non, sans doute! Les vrais patriotes étaient ceux qui reconnurent, bien qu'avec amertume, que le développement de la liberté du nègre a besoin de temps, mais qu'on doit sauver toujours le drapeau et au besoin sacrifier ses enfants pour une cause que les combattants n'ont pas suscitée.

Si les États-Unis ou plutôt l'administration actuelle avaient conclu une espèce de paix avec les hommes du Sud, malgré les victoires de Grant et de Sherman, et si le Sud avait accepté la proposition principale d'entrer dans l'Union, on aurait encore vu se renouveler les tendances d'autrefois : le Sud aurait cherché à s'agrandir sur le golfe du Mexique... Mais il est à croire que l'administration actuelle n'a pas l'intention de laisser aux États du

Sud une influence considérable dans le conseil de la nation.

Au moment où nous écrivons, on ne sait encore comment le gouvernement fédéral usera de sa victoire ; mais nous croyons que le parti républicain se trouvera dans la condition de ce pauvre homme qui a gagné un éléphant pour un billet de cinquante centimes, et qui ne sait pas ce qu'il doit en faire ! — On doit bien distinguer entre le gouvernement fédéral et le parti républicain. Un vrai gouvernement fédéral saurait bien ce qu'il aurait à faire, tandis que les républicains n'ont qu'un intérêt : rester au pouvoir. Ce parti, n'en déplaise aux libéraux du monde, n'a aucun intérêt au rétablissement de l'Union ! Il ne veut que maintenir les États du Sud sous le joug et déployer des forces maritimes sur le golfe du Mexique, en disant toujours : *L'Union est rétablie!* C'est précisément ce même parti qui dit : *L'esclavage est aboli!* Nous sentons bien qu'on nous accusera de partialité, mais ce serait à tort, car nous n'avons jamais ménagé les fautes du parti démocratique et surtout les faiblesses de son dernier représentant, James Buchanan.

Pour le moment on ne saurait trop affirmer que le parti démocratique des États-Unis devient la seule protection contre les usurpations du gouvernement fédéral, et nous aimons à croire que les historiens

seront probablement forcés de puiser dans nos renseignements . . . .

Un parti politique n'a ni âme, ni cœur, ni sentiment; une seule question se présente toujours à l'homme de bien et de bon sens quand il doit choisir un parti, la voici :

Quel est celui qui garantit le plus, dans l'ensemble des circonstances et du but, par l'expérience du passé, le bien-être d'une nation, surtout si elle est de premier ordre? — L'expérience que l'on a faite de voir le parti républicain au pouvoir à Washington coûte tant au monde civilisé qu'on ne saurait le déterminer : c'est un fait historique qui n'appartient pas seulement aux États-Unis, parce que jamais l'humanité n'avait eu tant à souffrir!

Nous allons bientôt donner une idée du langage qui sera tenu un jour par le parti démocratique dans la presse, dans les clubs, dans les grands meetings et au congrès des États-Unis d'Amérique, si jamais le parti républicain veut appliquer au Mexique la doctrine Monroë.



DOCTRINE MONROË.

Avant d'aller plus loin, nous voulons expliquer la doctrine Monroë, dont nous aurons occasion de parler dans le cours de cet ouvrage.

En l'année 1823, quand le roi de Naples était réinstallé sur son trône, alors que le droit des peuples était foulé aux pieds par le congrès de Laybach (Autriche), que les nations de l'Europe étaient mises sous la tutelle de la Sainte-Alliance, et que l'on avait hautement déclaré que l'on allait s'empresser de régler les affaires au delà de l'Atlantique, les provinces espagnoles dans l'Amérique du Sud, c'est-à-dire sur l'isthme de Panama et au sud de cet isthme, cherchaient à secouer le joug de l'Espagne. A cette occasion, le président Monroë déclara dans son message au congrès que les États-Unis considéreraient toute immixtion de la part de l'Europe dans les affaires américaines comme un danger pour la sécurité des États-Unis . . . .

Il serait futile de se demander si l'expédition anglo-franco-espagnole au Mexique a été dans le sens de la doctrine du président Monroë et si l'établissement d'un gouvernement impérial au Mexique justifie ses conclusions; il vaut bien mieux savoir ce que le parti démocratique répondrait dans le cas où le parti républicain voudrait suivre la doctrine Monroë dans toutes ses rigueurs.

Voici, ce nous semble, quel serait le terrible langage du parti démocratique (Peuples, entendez!) :

« C'est vous qui demandez une guerre contre le
» Mexique, qui avez souhaité à nos soldats des
» tombes pour hospitalité; vous êtes pour nous les
» ennemis acharnés de ces institutions américaines
» qui assurent aux masses des droits sérieux. C'est
» vous qui avez toujours voulu soumettre ces mêmes
» masses à votre joug. C'est vous qui autrefois sous
» le nom de whigs enseigniez au gouvernement à
» protéger le petit nombre, tandis que nous vou-
» lons le bien public.

» Vous avez compris que vous ne pourriez plus
» vous partager la pomme, et aussitôt vous avez
» agité une question brûlante pour marcher au
» pouvoir.

» C'est vous qui avez voulu effacer toutes les lignes
» de démarcation entre les États souverains, gagner
» les nègres à votre cause et réduire les blancs à une

» condition inférieure, pour créer une nation homo-
» gène avec une aristocratie assise sur la propriété.

» C'est vous qui représentez maintenant les
» hommes du temps de John Adams (1797-1801)
» qui faisaient battre sur la place publique ceux qui
» parlaient mal de l'autorité; nous voyons dans vos
» rangs les descendants de ces traîtres à la patrie
» qui voulaient retourner à l'Angleterre.

» Vos pétitions au Congrès pour obtenir une dis-
» solution pacifique de l'Union sont bien connues
» de tous.

» Nous voyons parmi vos hauts fonctionnaires
» l'arrière-petit-fils de celui qui a fait passer une loi
» hostile aux étrangers; il est bien le fils de celui
» qui a toujours signé le premier ces odieuses péti-
» tions qui ne voulaient que la dissolution pacifique
» de l'Union.

» C'est vous qui avez emprunté une partie du
» programme de la faction radicale de l'extrême
» nord-est, qui avez changé le nom de votre parti
» pour mieux tromper les bons citoyens adoptés,
» pour satisfaire votre soif du pouvoir.

» Vous n'avez jamais eu l'intention de respecter
» la Constitution des États-Unis; on vous a vus, long-
» temps avant la guerre civile, former des sociétés
» armées avec l'argent de vos riches capitalistes;
» vous avez dirigé ces hommes armés sur le terri-

» toire du *Kansas* pour exciter le Sud à la rébellion;
» vous avez appris aux hommes du Sud à faire des
» élections frauduleuses.

» Vous avez soudoyé la presse de l'Europe pour
» tromper les ignorants et égarer les têtes chaudes
» des savants, en nous montrant comme les redou-
» tables ennemis de la liberté; cependant nous vou-
» drions puiser dans notre patrie seule des res-
» sources pour la guérison de nos maux sans avoir
» recours aux esprits européens, qui ne peuvent
» rien comprendre à la difficulté de notre situation.

» Il est malheureusement trop tard pour faire
» appel au bon sens du monde.... Vous avez dévasté
» le pays et renversé les institutions libres, en pré-
» tendant avoir aboli l'esclavage.

» Nous n'avons jamais employé tant d'argent que
» vous; chacun sait que le budget du gouvernement
» fédéral n'a jamais dépassé cent millions de dollars
» jusqu'à votre avénement sous votre nom d'em-
» prunt; c'est vous qui avez versé le poison dans
» les esprits de l'Europe pour les gagner à votre
» cause et les exciter contre les institutions des
» États-Unis.

» Défendre les États-Unis contre les injustes accu-
» sations des libéraux d'Europe a été le moindre
» de vos soucis; il vous était cependant bien facile
» de démontrer que la souveraineté des États est

» une nécessité, et que la question de l'esclavage » ne saurait être résolue qu'avec le temps, et non » par l'épée.

» Vous n'avez jamais eu la franchise de dire aux » nations du monde que la déclaration de la liberté » des nègres est chose inutile et plutôt nuisible pour » eux-mêmes, si l'on n'emploie préalablement des » mesures exceptionnelles qui sont, *pour les États-* » *Unis,* à l'état de problème.

» Vous avez gaspillé les fonds secrets de l'État » pour faire croire à l'étranger qu'excepté vous, il » n'y a que des traîtres à la patrie.

» C'est vous qui avez tout fait pour jeter le déses- » poir dans le cœur des hommes de bien en leur » disant que c'en était fait de la cause de l'humanité.

» Les calamités que vous avez causées crieront » toujours contre vous, car c'est vous qui avez sus- » cité la rébellion des hommes du Sud ; vous y avez » travaillé pendant trente années avec l'aide de vos » créatures, ces factieux de l'extrême nord-est.

» C'est vous qui avez poussé ces hommes du Sud » à attaquer la propriété des États-Unis pour » avoir l'occasion de faire intervenir une armée de » soixante-quinze mille hommes pendant quatre- » vingt dix jours seulement.

» Vous n'avez jamais désiré une victoire pour un » général du parti démocratique.

» Vous avez craint le rétablissement de l'Union » américaine sur des bases solides.

» Vous avez toujours cherché à égarer les esprits, » en répétant sans cesse des phrases pleines d'es- » pérance pour les opprimés. Que vouliez-vous » faire de vos conquêtes, répondez? Sachez que les » hommes du Sud ne sont pas vos amis; chacun » sait que vous n'avez le mot frère que sur le bout » des lèvres et que la haine est toujours dans votre » cœur; vous n'êtes que des hypocrites conspirant » sans cesse contre l'existence morale du peuple des » États-Unis.

» Vous avez toujours caché avec grand soin que » vos vœux sont pour un gouvernement centralisé.

» Sachez aussi que les hommes du Sud ne vous » enverront pas des représentants à Washington, et » s'ils le font, ils voteront contre vous, et vous serez » chassés du pouvoir, ou peut-être vous inventerez » quelque autre chose contre les hommes du Sud.

» Vos intentions sont bien connues de tous : on » sait que votre but est de peupler le territoire du » Sud avec les hommes du Nord, ennemis jurés de » ce qui est bien et honnête; on sait que votre des- » sein infernal est de réduire à l'esclavage la popu- » lation blanche!

» C'est en vain que vous répondrez que vous » avez fait tout cela pour rétablir le drapeau sur

» tout le territoire des États-Unis; pas un homme » ne pourra vous croire, vous qui avez repoussé » les propositions de compromis faites avant la lutte » par l'honorable sénateur Crittenden de Kentucky » (dites Crittenden's resolutions).

» Vous avez déclaré à la face de l'Union ne pas » vouloir un compromis, vous plaçant ainsi comme » des dominateurs sur des États souverains.

» Vos orateurs ont fait entendre dans des dis- » cours publics votre intention bien arrêtée de » verser le sang des hommes du Sud; au début de » votre administration, vous n'avez pas écouté les » idées sages et modérées de M. Alexandre H. Ste- » phens, qui désirait garder les hommes du Sud » dans l'Union; et dès l'année 1860 vous avez » conspiré contre la liberté du peuple des États- » Unis et du monde, en repoussant dans votre con- » vention pour candidat à la présidence un homme » un peu modéré tel que M. William H. Seward. » Chacun sait que vous avez proposé à la nomina- » tion des électeurs M. Abraham Lincoln, parce » que vous voyiez en lui l'instrument de vos desseins » perfides. Ce candidat de votre choix croyait en » effet que l'on maniait les affaires d'une grande » nation qui veut être libre comme un avocat de » troisième ordre traite les affaires dans une petite » ville de l'Illinois.

» On peut vous jeter à la face que vous avez en» seigné à votre instrument la politique et les con» naissances qui sont nécessaires au chef d'un grand » peuple, mais cet apprentissage a été fait au prix » du sang de plus d'un million d'hommes et au prix » de trésors immenses.

» C'est vous qui avez compromis par vos crimes » le grand édifice élevé par George Washington, » qui avait dit dans ses adieux au peuple américain: » Le sort d'un gouvernement populaire est peut» être pour la dernière fois dans nos mains!

» Vous saviez aussi bien que nous que les nègres » libres se trouvent sur le continent dans une con» dition très-malheureuse, et que vous repoussez » vous-mêmes toutes relations sociales avec eux; » ils ne sont tolérés que par ceux d'entre vous qui » désirent un amalgame de races, et cependant » vous n'ignorez pas que ce mélange est la cause » de la dissolution de tous les liens politiques au » Mexique.

» Vous revendiquez la doctrine Monroë après » avoir tout fait, selon l'esprit du monde, pour » rendre nécessaire au Mexique un gouvernement » fort, et maintenant, chose étrange, vous voulez » renverser ce même gouvernement. Sachez que » si notre illustre président Monroë a proclamé sa » doctrine, c'est qu'il supposait que l'œuvre de

» George Washington devait vivre pendant de longs » siècles.

» Où est-elle la Constitution qu'il a formée? Di- » tes-le-nous.

» Vous l'avez foulée aux pieds!

» Qu'est devenu l'esprit de compromis et de tolé- » rance qui a été enseigné? Vous avez tout dé- » truit.

» Vous n'avez pas craint de profaner le nom » sacré du parti républicain pour mieux tromper » l'humanité; il est vrai qu'il y avait dans nos rangs » des démagogues qui voulaient obtenir une popu- » larité passagère sur les ruines de la république; » mais ces hommes étaient entraînés dans la déma- » gogie par les moyens infernaux employés pour » terrifier les timides.

» Vous vous êtes confondus avec ce parti qui » proscrivait les citoyens adoptés; vous avez ensuite » cherché votre appui dans ces émigrants d'une » éducation douteuse.

» Vous avez travaillé leurs votes par ces esprits » qui avaient échoué dans leurs projets criminels » de faire un lit de sang de la société européenne, » mais qui se croyaient appelés à renverser l'Union » américaine.

» Vous avez profané le mot de liberté et vous en » avez imposé même à des esprits versés dans les

» affaires de l'antiquité, mais qui n'avaient pas la
» moindre notion des institutions américaines.

» Vous leur avez enseigné le mépris de la Constitution et de ses fondateurs, et ces esprits malheureux venus d'Europe ont pensé qu'il n'était pas nécessaire d'étudier la base de la société américaine; vous avez tourné leur haine contre nos frères nés sur le sol; et daigne la Providence ne pas permettre que vienne jamais le jour néfaste où l'on verrait ceux qui ont perdu leurs amis se lever contre ces sicaires qui vous ont aidés à commettre vos crimes parce qu'ils étaient ignorants!

» N'avez-vous pas acheté au prix de sommes immenses le vote des citoyens adoptés dans les grands États, pour remporter la victoire dans les élections présidentielles? Le fait est certain; vous avez trompé la majeure partie des hommes sur la terre, et cela vous a été d'autant plus facile que fort peu connaissent à fond les combinaisons de nos institutions.

» En 1860, n'avez-vous pas caché qu'il y avait contre vous une majorité *du peuple?* Personne ne l'ignore; il est vrai que vous êtes parvenus au pouvoir suivant la Constitution; mais il est bon que le monde sache que si vous prenez actuellement la position d'une souveraineté universelle, vous ne vous appuyez pas sur le vote populaire,

» et qu'ainsi vous ne représentez que les États sou-
» verains. Dans une telle condition, comment pou-
» vez-vous avoir la prétention de traverser les États
» du Sud pour poursuivre l'exécution de la doctrine
» Monroë, sans avoir pour appui le vote des États
» du Sud dans le conseil de la nation?

» Pensez-vous que les hommes du Sud s'allieront
» à vous contre le Mexique? S'il en était ainsi, ils
» devraient avoir le droit souverain dans l'Union;
» par suite, ils cesseraient d'être des traîtres, ils se
» réuniraient aux hommes de bon sens et de justice
» du Nord pour vous chasser du pouvoir que vous
» avez occupé beaucoup trop longtemps pour le
» malheur du monde!

» Sans doute tout cela est supposition, il reste à
» faire des choses plus sérieuses encore, tant pour
» tous les partis que pour les espérances de ceux
» qui cherchent une position sur notre continent.

» Vous aviez l'espoir que le nègre, dans le Sud,
» se lèverait contre son maître et l'égorgerait par
» derrière. Vous avez été plus braves, vous avez
» attaqué en face vos frères du Sud, et vous avez
» voulu offrir en holocauste le sacrifice de huit mil-
» lions d'hommes, femmes et enfants; mais le nègre
» ne s'est pas levé contre son maître. Vous ignoriez
» sans doute l'histoire de l'antiquité, et vos amis
» d'Europe, ces esprits malheureux des révolutions,

» ne vous avaient pas dit : qu'une race servile ne se » lève jamais contre la race régnante, quand cette » dernière est engagée dans une lutte. Vous ne savez » donc pas que les esclaves de Rome ancienne n'ont » jamais conspiré que lorsque la maîtresse du monde » jouissait d'une paix profonde?

» Si nous avons battu les armées du Sud et si » nous avons rétabli l'intégrité du territoire, le » mérite en revient à nos généreux enfants, qui ont » versé leur sang.

» Personne n'a vu sur le champ de bataille vos » Garrison, vos Phillipps, vos Beecher et leurs » acolytes; ils ont évité le feu des combats, pour se » livrer sans danger à leurs discours incendiaires, » dans des pays où, très-souvent, une police dé- » mocratique les protégeait dans le droit réclamé » par eux d'exciter une rébellion. »

Sans doute que dans l'avenir l'historien hésitera à enregistrer ce fait, parce qu'il aura peine à admettre qu'un gouvernement ait pu fonder tant d'espérances sur la raison humaine.

« Vous avez fait bien autre chose encore, lorsque » vous avez eu le pouvoir : sous le prétexte d'exi- » gences militaires, vous avez emprisonné les hom- » mes les plus illustres de notre parti, et vous avez » été assez barbares pour les priver du droit de se » plaindre; vous avez fait tout cela, et vous osez

» parler de république, puisque la république
» n'existe plus que de nom !

» Vous avez abusé des finances de l'État, vous
» avez créé une dette consolidée et donné nais-
» sance à une dette flottante si lourde, qu'elle en-
» chaîne à votre pouvoir les timides du commerce
» et de toutes les industries. Tandis que vous agissez
» ainsi, que vous centralisez le pouvoir dans de
» petites coteries, la majorité de votre parti lui-
» même ne s'aperçoit pas que le pouvoir glisse
» avec une célérité extraordinaire dans les mains
» d'un petit nombre. Après une telle conduite, vou-
» driez-vous encore faire la guerre au Mexique ?

» Serez-vous donc toujours altérés de sang?
» N'y a-t-il pas encore assez de victimes parmi nos
» pères, nos frères et nos fils?

» Vous invoquez une doctrine énoncée dans ce
» temps de paix, de gloire et de prospérité de notre
» grande nation, alors que nous jouissions de nos
» institutions libres et simples.

» Maintenant que vous avez renversé tous ces
» hommes de bien, l'honneur de notre société, que
» vous avez créé une aristocratie d'argent qui date
» de la veille, et que vous avez détruit le vrai germe
» d'un républicanisme fécond, vous avez l'audace
» de prétendre que vous avez le droit d'imposer un
» gouvernement au peuple mexicain !

» Si votre gouvernement avait rétabli l'Union » américaine dans son ancienne splendeur, et se » rappelait la doctrine Monroë, peut-être alors seu- » lement auriez-vous quelque ombre de raison de » faire une semblable proposition.

» Si les États-Unis d'Amérique, dans cette posi- » tion entièrement rétablie, s'élevaient à la hauteur » des principes et parlaient avec une fermeté digne » d'eux aux puissances du monde, en disant : — » Nous ne pouvons pas souffrir une monarchie dans » notre voisinage, nous croyons que l'Amérique est » consacrée aux institutions républicaines ; — alors, » il y aurait quelque raison de faire droit à cette » idée; mais si vous avez été sourds à nos conseils, » qui étaient ceux de George Washington; si vous » avez agité une question brûlante; si vous n'avez » pas eu la charité dans le cœur; si vous avez été » assez aveugles pour ne pas voir que les hommes » du Sud eux-mêmes étaient malheureux avec l'es- » clavage; si vous n'avez pas voulu présumer les » meilleures intentions chez vos frères du Sud; si » vous avez voulu dominer le Sud après vous être » enrichis de ses produits, que vous avez exploités » pendant trois quarts de siècle, bien qu'ils fussent » les résultats du travail forcé, vous devez recon- » naître que ce n'est pas à nous, mais bien à vous, » qu'il faut s'en prendre, si la doctrine Monroë doit

» rester pendant quelque temps une lettre morte. »

Nous connaissons d'une façon intime le langage de tous les partis des États-Unis d'Amérique, et nous savons à l'avance celui qui sera tenu dans certains cas, surtout à l'occasion de la doctrine du président Monroë.

Le parti démocratique défiera toujours le parti républicain d'appliquer cette doctrine, et lui-même sera impuissant pour la suivre. Les raisons en sont nombreuses.

D'abord le langage irritant du parti démocratique contient quelques vérités importantes, et les masses du parti républicain, qui n'ont pas un intérêt marqué dans les places, hésiteront, la guerre civile à peine terminée, à s'engager dans une guerre nouvelle. On doit reconnaître aussi que les masses du parti républicain et du parti démocratique ont les meilleurs sentiments pour la France; les classes du parti républicain qui gouverne sont seules indifférentes envers la France et favorables à l'Angleterre, parce qu'elles ont à leur tête, ou plutôt *derrière le trône,* les hommes du Massashussets. Certes, nous n'osons pas dire que le parti démocratique a complétement abandonné la doctrine du président Monroë, mais nous ne voyons pas dans ce qui se passe au Mexique le cas prévu par l'illustre président. Nous croyons au contraire que l'établissement au Mexique

d'un gouvernement vraiment américain et non européen dans son esprit, est un avantage pour les États-Unis, qui ont toujours désiré y voir un pouvoir exécutif assez bien établi pour ne pas craindre les factions.

Du reste, les États-Unis ont toujours reconnu au Mexique un gouvernement de *fait*, et s'ils n'ont pas déjà reconnu l'empire mexicain, c'est uniquement parce qu'ils n'ont pas la conviction intime que le gouvernement du Mexique *existe de fait*, attendu que le pays est encore agité à la suite de ces luttes d'un demi-siècle entre les divers prétendants républicains.

On a vu souvent au Mexique deux présidents à la fois, et on en a même vu trois. Aussi les États-Unis ont-ils eu de la peine à distinguer le vrai gouvernement dans la lutte entre Juarez et Comonfort, à la suite de laquelle Juarez fut reconnu.

Il est vrai qu'une doctrine s'élève pour chercher à pénétrer les intentions des États-Unis, mais cette doctrine sera usée par les ambitieux de tous les partis. D'un autre côté, les États-Unis auront autre chose à faire que d'intervenir au Mexique.

Une grande difficulté se présente immédiatement à l'attention du gouvernement fédéral : c'est la présence de plus de quatre millions de nègres récemment *déclarés* libres.

Il est bien entendu que nous ne voulons pas discuter dans cet ouvrage l'égalité des races, et surtout l'égalité de la race noire avec la race anglo-américaine établie sur le continent d'Amérique. Nous subissons l'influence des faits accomplis, et nous avons à faire face à des exigences pressantes; mais nous aurons peut-être peine à faire comprendre au public européen qu'un nègre libéré est incapable d'agir comme un blanc qui passerait de l'esclavage à la liberté, ainsi qu'on le croit généralement. Ceux de nos lecteurs qui ne sont pas à même d'établir une distinction entre les aptitudes du nègre et celles du blanc, et ne voient que des ennemis de l'humanité dans ceux qui ne pensent pas comme eux, feront mieux de rejeter ce livre, pour éviter de froisser leurs sentiments. Nous voulons à l'avance faire observer que les faits rapportés sur un commencement réel de travail de la part des nègres libérés ne modifient en rien nos convictions établies sur une connaissance parfaite des nègres qui existent sur le continent d'Amérique *sous l'influence de la race caucasienne au milieu de laquelle ils sont forcés de vivre*. NOUS ÉVITONS DE PARLER DES NÈGRES D'AUTRES PAYS NI DES MULATRES.

La population des nègres dans plusieurs États du Sud est égale à celle des blancs, et, dans *un* État au moins, elle est supérieure, quoique dans les quinze États sud de 36° 30′, la population nègre se

trouve dans la proportion de cinquante pour cent de celle des blancs.

La plus grande partie des nègres se trouve dans les États de l'extrême sud-est qui forment le grand rempart à l'entrée du golfe du Mexique. Dans ce pays, la culture du coton et du riz est le travail principal des nègres, et il existe des plantations dans lesquelles l'insalubrité du climat est telle qu'un blanc ne peut y passer une nuit. On sait en effet que les terres qui produisent le riz sont les plus pernicieuses, à cause des miasmes délétères qui rendent la mort presque certaine pour tous les blancs qui y travaillent.

L'État de Floride pourtant, qui s'étend dans l'Atlantique, comme l'Italie dans la Méditerranée, et fait du golfe de Mexique une sorte de lac qui baigne le territoire autrefois théâtre de guerre sous le fameux Seminole Billy-Bowleg, est celui des États sud-est où la culture du tabac a atteint la même perfection que dans le Maryland, la Virginie, et même dans l'île de Cuba.

Le nègre, en général, dans l'Amérique, n'a aucune ambition, même à l'état de liberté; aussi ne voit-on dans l'Amérique du Nord que les mulâtres obtenir une position et acquérir quelques propriétés. Nous avons déjà signalé la gravité de la question qui surgira un jour de la part des mulâtres; mais

ce n'est pas le moment de s'étendre à ce sujet.

. . . .

Si le gouvernement fédéral est sérieux et veut réellement exécuter ses décrets, les hommes blancs doivent disparaître dans le Sud; mais nous qui avons une âme et un cœur, nous ne pouvons admettre que le gouvernement fédéral soit décidé à sacrifier ainsi plusieurs millions de ses semblables.

C'est un beau rêve de penser que dans le Sud les nègres libérés rentreront au service de leurs anciens maîtres *en nombre considérable;* il y aura peut-être quelques exceptions qui ne feront que confirmer la règle générale. Les nègres dans ce pays sont comme *des enfants*, ils joueront et ne travailleront pas. S'il peut y avoir quelques consolations dans cet état de choses, on ne peut les trouver que dans le fait que la majeure partie des nègres habitant le continent américain n'ont pas la moindre idée du mot *liberté* dans le sens qu'on lui attribue en Europe.

Mais leur réveil soudain est dangereux! — On nous dira peut-être, ainsi qu'on le répète chaque jour, que cela tient uniquement à l'oppression des siècles. Ce serait le moment d'étudier l'*éthique* des races; passons outre, et parlons seulement de la possibilité de voir un spectacle horrible et dont la pensée seule fait frémir tout homme raisonnable. On verra peut-être un jour quelques habiles meneurs de la

faction radicale du Nord, protégés par le drapeau des États-Unis, éveiller la nature farouche de quelques nègres jouissant de la confiance de leur race, les faire marcher contre les blancs du Sud qui sont maintenant désarmés, et après avoir commis des cruautés sans exemple, ces nègres déborderont sur tout le continent des États-Unis. Le parti démocratique pourrait aussi demander aux républicains :

« En présence d'un tel danger, avez-vous assez » de soldats pour combattre le fléau ? C'est nous » (les États-Unis) qui avons donné l'exemple, en » armant les nègres du Nord contre les blancs du » Sud... Que ferions-nous si 500,000 nègres armés » venaient du Sud contre le Nord ? Ce serait l'évé» nement le plus horrible que l'on eût jamais vu ! » Et vous direz peut-être que ce sont des exagé» rations ? — des craintes mal fondées ? — Eh bien, » n'avons-nous pas entendu vos orateurs radicaux » dire que les nègres sont supérieurs aux masses » des blancs, qu'on devrait subjuguer l'esprit indé» pendant de tous les blancs, que la race s'amélio» rerait par le mélange et qu'on devrait enfin » faire un peuple homogène ? — Vous direz peut» être aussi que ce sont là des maniaques, qu'ils » sont désavoués par le parti républicain ; mais » n'avez-vous pas adopté peu à peu le programme » de ces maniaques, et n'êtes-vous pas à l'heure

» qu'il est dans leurs mains ? Voulez-vous compter » avec eux ? »

Nous savons que le parti républicain et les têtes chaudes d'Europe nous accuseront d'exagérer les choses ; subissons leurs accusations, et voyons dans le passé si nos appréhensions ont toujours été mal fondées.

En 1856, nous avions raison de dire dans un discours public en présence d'environ dix mille citoyens, *que dans le cas où le parti républicain parviendrait au pouvoir, l'Union serait dissoute!* Nous ajoutions aussi QUE LE PEUPLE AMÉRICAIN ÉTAIT HABITUÉ A S'ENTENDRE DIRE CHAQUE JOUR QUE LE MALHEUR ARRIVERA SANS QUE L'ON S'EN DOUTE.

Un seul fait que nous allons tracer précisera bien l'insouciance du peuple américain, même dans les questions desquelles dépendent ses destinées ; ce fait permettra aussi de connaître les intentions et les désirs réels du peuple américain.

Dans le cours de l'année 1862, nous rencontrions en Italie un citoyen de New-York âgé d'environ cinquante années, de bonne éducation et d'un bon sens parfait. Parler de la lutte américaine, qui durait depuis plus d'un an à cette époque, était chose bien naturelle pour nous, sans avoir besoin de préciser le parti auquel nous pouvions appartenir ; il nous suffisait de savoir que nous étions l'un et

l'autre en faveur de *l'Union*. Dans la conversation ce monsieur nous dit :

« *Je regrette d'avoir voté pour M. Lincoln.*

» — Pourquoi ?

» — Mes regrets sont venus vingt-quatre heures » après avoir déposé mon vote : je n'avais jamais » pris au sérieux les menaces du Sud de se retirer » de l'Union américaine.

» J'ai voté pour M. Lincoln pour avoir du chan- » gement. »

. . . .

Voici des statistiques importantes qui ont une signification telle que la valeur n'en pourrait pas être exagérée en présence d'un fait pareil :

Dans l'élection présidentielle de 1860 la majorité absolue (les colléges électoraux de tous les États souverains réunis) était de cent cinquante-deux. M. Lincoln obtint cent quatre-vingts voix ; c'est qu'il avait obtenu les trente-cinq votes de l'État de New-York, sans lesquels il n'eût pas été élu. Ce vote électoral de trente-cinq était donné par l'État de New-York au moyen d'une majorité de dix mille dans *l'ensemble* de l'État de New-York.

Dans chaque État souverain les partis ne peuvent pas présenter directement un candidat à la présidence ; ils ne peuvent présenter que des candidats pour des *électeurs ;* il est vrai aussi que ces électeurs

votent toujours comme des soldats disciplinés pour le candidat de leur parti respectif. Ainsi les trente-cinq candidats du parti républicain appelés à voter en 1860 pour un président avaient obtenu sur les trente-cinq candidats placés en nomination par les autres partis une majorité de dix mille pour toute l'étendue de l'État.

Les électeurs eux-mêmes sont élus à chaque élection présidentielle dans chaque État souverain et de la manière rapportée ci-dessus dans l'État de New-York. On appelle *collége électoral* les électeurs élus dans un État souverain. Il y a donc autant de colléges électoraux qu'il y a d'États souverains participant à l'élection.

Bien que les membres de chaque collége électoral soient totalement libres (en vertu de la Constitution) de voter pour celui qui leur plaît, l'histoire des États-Unis ne présente qu'un seul cas où un électeur présidentiel aurait violé les promesses faites à son parti. Nous donnons ces détails nécessaires au lecteur pour bien comprendre le système suivi dans l'élection *présidentielle* aux États-Unis. Avant l'élection de 1860, le parti démocratique avait une majorité de trente-cinq mille votes dans la VILLE de New-York; en 1860, la majorité obtenue par lui dans la VILLE de New-York n'était plus que de vingt-huit mille. On comprend donc que les sept mille votes qui man-

quaient, c'est-à-dire qui avaient passé au parti républicain, ont déterminé en faveur de M. Lincoln les trente-cinq votes *électoraux* sans lesquels l'élection de M. Lincoln n'aurait pas eu lieu. Si les sept mille électeurs de l'élection *primaire*, en faisant volte-face et doublant ainsi le nombre des votes, étaient dans la conviction de celui dont nous avons parlé, nous laissons aux grands penseurs politiques l'appréciation de ce fait. D'un autre côté, il est certain qu. si M. Lincoln n'avait pas obtenu la majorité absolue des *électeurs présidentiels*, personne n'eût été élu par les colléges électoraux. Lincoln, Douglas et Breckenridge présentés à la Chambre des représentants à Washington, où chaque délégation de chaque État souverain n'aurait eu qu'*un* vote, personne n'aurait recueilli la majorité à la date du 4 mars 1861. Dans l'intervalle, Hamlin et le général Lane d'Orégon auraient été présentés au Sénat, qui aurait choisi ce dernier pour vice-président à cause de la majorité démocratique qui existait à cette époque au Sénat. La Chambre des représentants ne réussissant pas à choisir un président, il serait arrivé que le vice-président élu (Lane) par le Sénat aurait été président, comme dans le cas de mort ou de démission du président lui-même.

Il n'est pas nécessaire de faire remarquer ces faits importants aux vrais hommes d'État; mais les ora-

teurs populaires peuvent voir dans l'élection présidentielle de 1860 le plus grand jeu électoral que l'on ait jamais pratiqué depuis le commencement du monde. L'enjeu, on le voit, c'était la vie de plus d'un million d'hommes, le malheur de millions de femmes et d'enfants, des trésors que d'autres États n'auraient dépensés qu'avec des siècles... Et une question si grave, on le sait, était résolue par l'indifférence de quelques milliers d'électeurs qui doutaient toujours d'une rupture possible dans l'Union américaine, et qui voulaient tout simplement un changement de fauteuil.

Une puissance comme celle des États-Unis, dont le pouvoir n'est pas encore mis aux mains d'*une* famille, n'offre pas une sûre garantie dans l'appréciation de ses relations extérieures, à moins qu'on ne puisse faire bien connaître au public de quel côté le gouvernement a puisé ses inspirations.

On voit donc que le pouvoir actuellement organisé à Washington est redevable de son existence dès 1861 à une minorité relative de la masse du peuple, bien qu'élu suivant la Constitution et ayant eu une majorité des électeurs *présidentiels*.

Dès l'année 1864, il y a dans la masse du peuple des États *fidèles à l'Union* une majorité du chiffre de quatre cent mille, et une majorité prépondérante par les *colléges électoraux*. On voit donc que le

gouvernement ainsi établi agissait en maître contre le Sud; il est très-pénible de constater de tels faits, surtout dans le moment où des esprits malveillants pourraient facilement porter sur nous des jugements qui ne seraient pas fondés, parce qu'ils ne connaissent pas notre amour pour la vérité et notre désir d'éclairer le monde sans nuire à l'existence nationale qui est accomplie par les victoires de Grant et de Shermann. . . . .

Au moment où nous écrivons ces lignes, nous recevons la nouvelle effroyable de l'assassinat de M. Abraham Lincoln, président des États-Unis d'Amérique. C'est un crime inutile commis par les ennemis de l'Union; car on doit savoir *que le Président des États-Unis ne meurt jamais! Notre horreur pour ce crime ne connaît pas de bornes!* Un homme honnête est arraché à la vie par violence! Cette mort ne change rien à la situation. En exprimant notre horreur pour cet assassinat, nous avons l'occasion de faire remarquer que nous étions dans le vrai en disant qu'il existe dans le Sud une haine implacable contre les hommes du Nord. Voici un fait qui a contribué plus que la guerre civile à nous faire haïr dans le Sud : l'État de Virginie a toujours été appelé *la mère des présidents,* parce qu'il a donné *cinq présidents* au siége de Washington. C'est cet État qui a généreusement cédé la plus grande partie

de son territoire au gouvernement fédéral, et permis ainsi la création d'*États florissants et libres* qui marchent dans la voie du progrès.

. . . .

La division de l'État de Virginie en deux parties est le fait du parti républicain : c'est lui qui a créé les États de Virginie de l'est et de l'ouest. En agissant ainsi, ce parti a commis un acte qui eût été fort nuisible aux États-Unis, si les généraux Grant et Shermann par leurs victoires n'avaient pas réussi à battre complétement le Sud. Dans l'état actuel, cette division est absolument inutile, puisque le drapeau de l'Union flotte sur Richmond. Les hommes du Sud ont été exaspérés par ce partage plus que par toutes les autres mesures du gouvernement fédéral; nous pouvons en convenir d'autant plus que cet acte de partage ne peut pas être, à vrai dire, considéré comme un acte du gouvernement fédéral, car nous savons de source certaine que beaucoup d'hommes éminents dans le gouvernement fédéral étaient opposés à cette division de la Virginie.

. . . .

. . . .

En écrivant cet ouvrage, nous n'avons qu'une seule préoccupation, le bonheur du peuple américain et celui de l'humanité; nous ne voulons servir

aucun parti, aucune faction ni aucune secte, et si parfois nous disons quelque chose de favorable ou de défavorable aux uns ou aux autres, c'est sans système arrêté et sans préjugé, mais seulement pour rendre hommage à la vérité et à la justice.

. . . .

. . . .

. . . .

Lorsque l'archiduc Maximilien-Ferdinand d'Autriche a été appelé par les notables mexicains à présider aux destinées de leur pays, beaucoup de personnes, dans toutes les positions du monde et sans mauvaises intentions, ne virent dans ce choix qu'une réaction opérée au Mexique; pour nous, c'était un *progrès,* abstraction faite des intérêts des États-Unis, notre patrie, qui, comme première puissance américaine, ne pouvaient être indifférents aux changements effectués dans le Mexique. Certes, nous n'avons pas le droit de reconnaître l'empire mexicain, parce que nous ne sommes qu'un simple citoyen, mais nous voulons à cette occasion dire toute la vérité, même au prix d'un peu de mécontentement de la part de nos compatriotes des États-Unis. Nous nous souvenons des paroles de l'illustre Henri Clay, qui s'écria un jour :

« *Je préfère être dans le droit que d'être président.* »

Nous voulons être humble et suivre en même

temps l'exemple de ce grand homme d'État, bien que les chances que nous mettons en péril ne soient pas si grandes.

Il y a trois ans, nous avions l'insigne honneur d'être admis auprès de l'archiduc Maximilien, actuellement empereur du Mexique, et de son illustre épouse. Nous avons gardé les impressions que nous avons éprouvées à cette époque; elles n'ont pas changé, et elles se confirment au contraire par la manière humaine avec laquelle cet HOMME-PRINCE administre le pouvoir suprême que la Providence lui destinait.

Si nous n'avions eu l'honneur d'être admis dans les conversations de ces augustes personnages, nous n'aurions pu comprendre les secrets de la Providence, qui a donné à ces deux princes toutes les rares qualités qui font les bons souverains et assurent le bonheur des peuples; seuls ils étaient capables de restaurer la grandeur de l'empire de Montézuma.

Nous sommes convaincu que la liberté d'action de l'homme répond aux destinées qui lui sont tracées par la Providence. C'est à lui de chercher le secret de cet arrangement; sans doute il ne le découvrira pas entièrement, mais il lui est parfois donné de l'aborder. C'est ainsi que le peuple mexicain jouit d'avoir à sa tête un souverain d'une capa-

cité féconde, d'un cœur généreux, ayant des dispositions conciliantes et une âme remplie d'amour pour le bien et pour le travail. Son illustre épouse, fille du plus libéral des princes, riche de vertus, a l'ambition de remplir la grande et lourde mission qui lui est dévolue. Nous croyons qu'avec de tels souverains le Mexique jouira sous peu d'une bonne administration, qui lui assurera cette paix profonde qui peut seule faire le bonheur des peuples et la prospérité des empires.



III

CONCLUSIONS.

Les passions, les préjugés, l'ignorance, la faiblesse, la paresse, la malveillance, l'esprit de parti et enfin la mauvaise foi, ont fait croire au monde que la constitution des États-Unis d'Amérique reconnaît l'esclavage. C'est un sujet sur lequel les sages de l'indépendance américaine gardaient le silence.

L'intention du législateur de reconnaître la souveraineté de l'État est bien marquée, par le mode adopté pour élire le président, dont le titre est « président *des États-Unis* », par la représentation de la souveraineté d'un État par *deux* sénateurs (sans avoir égard à l'étendue plus ou moins grande de chaque État), par la forme de représentation dans la chambre des représentants, où la délégation de chaque État est bien précisée, par la création d'un district de Colombie, où les citoyens n'ont droit de voter ni pour le président ni pour le congrès, parce que le district manque du caractère de l'État souverain, ce qui donne nécessairement au gouvernement

fédéral dans le district la souveraineté absolue pour assurer son indépendance. Mais une souveraineté *nationale* américaine n'existe, *dans le sens européen*, qu'envers les puissances étrangères : la *souveraineté intérieure nationale* est *limitée* par la souveraineté de l'État particulier, parce qu'une partie seulement de la souveraineté de l'État particulier est déléguée au gouvernement fédéral. Il en résulte que la question de l'esclavage ne regarde que chaque État particulier.

Les fondateurs de la république américaine étaient les plus grands sages des siècles : ils ont tenu compte dans les institutions de toutes les vertus, de toutes les faiblesses et de toutes les passions de l'homme, n'oubliant jamais la condition dans laquelle la Providence le plaçait et ayant égard au climat et à la température des lieux. Ces demi-dieux virent dans ce continent immense un grand héritage qui devait être consacré à la liberté et au bien-être du monde. Ils savaient sans doute que s'il avait fallu près de six mille années pour apprendre quelque chose à l'*homme blanc*, il faudrait quelques milliers de siècles au moins pour relever l'homme noir. Ils sont parvenus à la hauteur du patriotisme et de l'humanité, en confiant à un progrès pacifique, sous l'action de la souveraineté de l'État, le grand soin de résoudre un problème difficile, celui de relever le noir malheureux de son abaissement.

S'il y a un jugement dernier, comme nous en avons la conviction, nous pensons que ceux qui chaque jour remplissent les journaux d'une démagogie inouïe, à l'égard des noirs des États-Unis, recevront un jour leur condamnation éternelle, pour avoir corrompu par des inexactitudes le jugement des hommes : *ils sont les ennemis déclarés des noirs.*

Deux points de la Constitution des États-Unis pourraient faire croire à l'homme qui ne voit pas au fond des choses, que les fondateurs de la République ont reconnu l'esclavage.

Le premier est que les hommes du Sud ont droit de compter trois âmes sur cinq de leur population noire esclave qui n'ont pas cependant le droit de voter. Dans cette disposition, le législateur a voulu seulement contre-balancer les intérêts agricoles, en présence des grands intérêts commerciaux et industriels du Nord. C'était, du reste, un acte de haute justice, attendu que les hommes blancs du Sud n'étant pas, en général, à même de travailler personnellement, pour des motifs que nous avons signalés, se trouvaient dans la nécessité d'user d'un travail forcé, pratiqué par des êtres qui ne pouvaient pas jouir de droits politiques.

On ne doit jamais oublier que le président de la Convention qui fit la Constitution était George Washington, auquel on voudrait comparer l'homme

dont la carrière vient de se terminer si malheureusement. Le respect pour le malheur nous commande le silence. . . . .

L'autre point qui semble indiquer la reconnaissance de l'esclavage n'était qu'une mesure de haute police. La Constitution commandait aux États de livrer les uns aux autres les fugitifs de labeur, et si le Congrès des États-Unis avait passé une loi pour assurer l'exécution de cette disposition, il n'avait agi qu'en qualité de suprême autorité de haute police, et comme représentant des États souverains.

On doit aujourd'hui reconnaître qu'une petite faction du Nord a commencé, depuis environ trente ans, une révolution ayant les apparences de la légalité; elle a marché jusqu'au moment où un parti politique s'est emparé de son programme et a réussi à monter au pouvoir..... Sans doute, le Sud faisait une rébellion illégale contre le gouvernement fédéral en attaquant la propriété des États-Unis, qui appartient au gouvernement fédéral dans les États divers de l'Union. — C'est ainsi que le peuple était entraîné dans la question de l'esclavage, sans avoir eu l'intention de faire une guerre, sur les propositions radicales énoncées par l'extrême nord-est et par l'extrême sud-est.

Les hommes avancés, dans tous les pays du monde, n'ont jamais compris George Washington et

ses contemporains; ils ignorent qu'ils travaillent à la destruction de la liberté, et qu'il faudra recommencer l'ouvrage détruit; entreprise devenue impossible, parce qu'il n'existe plus un continent vierge comme celui de l'Amérique propre à recevoir la semence de la liberté.

Il semblera peut-être à quelques-uns que nous faisons à plaisir un cours sur la loi constitutionnelle des États-Unis, mais on s'apercevra bientôt que le bien-être matériel du monde est intimement lié à l'existence du grand édifice américain.

En effet, ce grand continent, exploité par une population intelligente et laborieuse, sera toujours une corne d'abondance pour les peuples; si au contraire le travail cesse dans ce pays, à la suite des bouleversements politiques, les masses du peuple souffriront en proportion de la concentration des richesses dans les mains de quelques-uns, et elles tomberont dans une dépendance nuisible à elles-mêmes et à tous ceux qui possèdent.

Le véritable vice de la Constitution des États-Unis consistait en ce que le gouvernement fédéral n'avait pas en main assez de forces pour maintenir son autorité dans les diverses parties de l'Union; c'est ainsi qu'en 1861, le 12 avril, le fort Sumter n'avait que soixante-dix-neuf hommes pour se défendre, au moment des attaques de la part du Sud. Aussi

était-ce une idée fausse de la part du gouvernement fédéral de vouloir soutenir son autorité avec une armée d'environ quinze mille hommes, dont les trois quarts étaient toujours employés à combattre les Indiens. Mais on doit reconnaître que si les États-Unis avaient adopté la civilisation occidentale de l'Europe avec tous ses vices et tous ses avantages, après s'être développés sur une étendue immense, ils auraient dû procéder d'une manière paisible à la formation d'une grande armée, capable de contenir les factions radicales dans le Sud et dans le Nord; mais si les États-Unis avaient demandé une telle organisation il y a dix ans seulement, nous aurions protesté sans nul doute, avec la conviction intime qu'une majorité aurait toujours pu résister aux agressions des minorités. L'expérience nous a depuis enseigné que de petites factions peuvent entraîner le peuple américain à la destruction de ses libertés.

Oui, il est vrai qu'une petite faction peut bouleverser un État et causer le malheur du monde, parce qu'il existe des hommes qui parviennent à égarer l'esprit du peuple par la presse plus ou moins libre, en faisant glisser au besoin avec subtilité le poison dans l'esprit des masses. En agissant ainsi, des hommes arrivent insensiblement au pouvoir en présence d'une majorité trop confiante, et qui a négligé de prendre les précautions néces-

saires. Ces minorités qui travaillent ainsi sont d'autant plus à craindre qu'elles nourrissent des sentiments d'ambition et de haine qui tuent le patriotisme, parce qu'elles ne voient les seuls patriotes que dans leurs propres rangs.

Pendant que ce travail s'opère lentement, la majorité obéit aux lois et compte sur ses forces, le citoyen paisible reste inactif, s'endort jusqu'au moment où la maison est en feu et lorsqu'il est forcé d'avoir recours à son vrai patriotisme pour subir un fait accompli. Ainsi s'égarent les esprits; la morale est sapée, et il se prépare une situation telle qu'en sauvant péniblement la civilisation la liberté se trouve anéantie sous le masque de la liberté.

La dette immense des États-Unis créera plus tard une lutte nouvelle entre les partis. On demandera nécessairement à grever la propriété immobilière, et d'un autre côté on augmentera encore les droits de douane pour satisfaire aux besoins du gouvernement fédéral. La propriété immobilière des citoyens dans les États divers est déjà grevée par les impôts des États particuliers, et une addition des impôts du gouvernement fédéral pèsera plus sur le loyer du pauvre que sur celui des riches. Alors les adversaires du libre échange pourront avoir quelque raison de jeter les hauts cris, et de demander protection pour l'industrie américaine : ce

qui conduirait à élever l'échelle des droits de douane, c'est-à-dire à porter un coup de grâce à diverses industries de l'Europe. Nous devons déclarer ici notre conviction : c'est que le libre échange triomphera dans les intérêts mêmes des États-Unis et du monde entier. Il n'est guère possible dans les circonstances actuelles, en présence des changements qui auront lieu dans l'économie des États-Unis, de bien préciser quel sera l'état du commerce et de l'industrie en Amérique; nous devons nous borner à des appréciations générales.

Cependant, on ne doit pas oublier que le commerce se ravivera des bords du golfe du Mexique jusqu'aux rives du Saint-Laurent, parce que ceux qui se sont révoltés contre l'autorité fédérale auront besoin d'une activité naturelle à l'Anglo-Américain, et ce dernier ne pourra trouver satisfaction que dans un échange de matières premières contre les produits manufacturés de ceux qui étaient naguère ses ennemis. Les ports du Sud seront clos pour quelque temps encore, et il sera impossible à l'Europe d'avoir un commerce direct avec cette partie de l'Union américaine.

A la suite des grandes victoires du Nord, on doit nécessairement s'attendre à voir naître, à l'occasion de la pacification du Sud, des difficultés particu-

lières qui touchent aux intérêts directs des industriels et des commerçants.

Entre autres difficultés, on peut se demander déjà si le gouvernement fédéral reconnaîtra les arrêts rendus par les tribunaux établis par le gouvernement de M. Jefferson Davis? Sans doute les difficultés n'existeront pas pour les jugements rendus par les tribunaux de chaque État particulier, parce qu'ils n'ont jamais usurpé un pouvoir; mais les tribunaux constitués au nom des soi-disant États confédérés sont les rivaux de ceux qui siégent pour les États-Unis en vertu de leur constitution. Il s'ensuit que les tribunaux des soi-disant États confédérés sont révolutionnaires.

Il serait assurément dangereux d'établir un principe général sur cette question, et tout jurisconsulte sérieux apportera beaucoup de réflexion et de prudence dans l'énonciation de son jugement. Tous ceux qui ont des affaires dans le Sud et dans le Nord agiront dans leur intérêt en ne consultant que des jurisconsultes sans préjugés, car dans des circonstances sans précédent, les passions politiques rendent périlleux l'accomplissement des devoirs d'un avocat.

Les États-Unis ne peuvent pas permettre qu'une puissance ou nationalité nouvelle se forme sur les bords du Mississipi et enveloppe le pays qui donne

accès au golfe du Mexique. Sur ce point il n'y aura jamais divergence d'opinion dans la population du Nord, et tous les ressentiments, toutes les passions, toutes les jalousies se tairont en face de la nécessité impérieuse d'empêcher la formation d'un État qui pourrait commander les eaux du Mississipi. Si les populations du nord-ouest de l'Union ont voté pour M. Lincoln dans la première élection, c'était avec l'espoir qu'elles seraient débarrassées des nègres libres si l'esclavage était aboli, les nègres libres devant retourner dans le Sud.

Les préjugés et les conflits auxquels donne naissance la concurrence du travail sont aussi grands dans l'Ouest que dans l'*Indiana*, où l'admission des nègres qui y étaient libres de droit (cet État étant un État libre) était entourée de restrictions sérieuses même avant la guerre : ce qui prouve que les États de l'Ouest ne sont guère favorables aux nègres! Ces États ont été déçus dans leurs espérances en voyant des nègres récemment libérés s'introduire dans leurs États, et considèrent avec effroi que les États-Unis pourraient bien perdre le contrôle sur le Mississipi, dans le cas du succès de la rébellion : c'est ce qui a produit un certain refroidissement pour le gouvernement de l'Union. — En face d'un tel danger, on avait parfaitement raison de dire : « *que le continent n'est pas assez grand pour contenir*

deux confédérations. » C'est ce mobile puissant qui faisait réunir les forces entières du Nord dans cette lutte gigantesque pour la conservation de l'intégrité du territoire. Certes nous n'avons jamais douté des victoires du Nord sur le Sud, mais en même temps il était évident pour nous que l'on prenait une voie qui devait infailliblement conduire au despotisme; sauver à la fois l'intégrité du territoire des États-Unis et la liberté *par l'épée* était chose impossible.

La liberté des nègres n'est pas à nos yeux une question sérieuse, et nous savons qu'en exprimant cette opinion quelques malveillants voudront nous faire passer pour *esclavagiste;* qu'il nous suffise pour notre justification de dire aux hommes de bon sens et de bonne foi que nous n'avons jamais l'habitude de confondre nos désirs *avec la réalité;* nous désirons l'abolition de l'esclavage, mais nous devons déclarer que les moyens suivis pour rendre la liberté aux noirs seront leur perte et l'anéantissement de la liberté des blancs. Des événements récents n'ont malheureusement que trop confirmé une opinion que nous avons eu l'occasion d'exprimer souvent; nous réservons de plus amples détails sur cette thèse pour une autre occasion.

Il est triste de penser que le vrai patriote américain sera forcé (qu'on se souvienne comment le citoyen

paisible est entraîné par une minorité) d'adopter les doctrines de la faction radicale du Nord pour assurer l'intégrité permanente des États-Unis. Cette doctrine nouvelle des radicaux a pour objet de ne pas reconnaître les États du Sud comme États souverains, de les faire occuper comme pays conquis par le gouvernement fédéral, qui nommerait leurs gouverneurs et leur enlèverait tous les droits du *self-government*.

Le plan des radicaux est de concentrer un patronage immense dans les mains du gouvernement fédéral, de faire du cinquième des citoyens à peu près des fonctionnaires publics et d'obliger le peuple à avoir confiance en eux. Le chef de cette faction est actuellement le général John C. Fremont, celui qui en 1856 a obtenu contre M. Buchanan cent quatorze votes électoraux. On sait que M. Buchanan fut élu et que M. Fremont fut nommé en 1864 candidat de sa faction pour la présidence. On sait aussi qu'il retira sa candidature pour permettre la réélection de M. Lincoln, ou plutôt pour ne pas détruire l'organisation de sa faction en se levant contre la volonté nationale.

Cette faction contient les germes d'un changement de gouvernement si le pouvoir fédéral à Washington ne prend pas certaines mesures, ou s'il ne devient pas aussi radical que cette faction.

. . . .

Les intérêts seuls de commerce et d'industrie créeront des entraves à la marche de cette faction, parce que l'État de New-York et les États de l'Ouest ayant un grand intérêt dans le *libre échange,* chercheront à appeler au pouvoir des hommes qui serviront leur cause, à moins que l'intérêt, qui est le plus puissant mobile du cœur humain, ne puisse être contre-balancé par des exigences d'ordre public.

Les tristes événements qui viennent de se produire à Washington et qui ont coûté aux États-Unis la perte de leur premier magistrat, feront craindre à quelques-uns la perte de la liberté, tandis que d'autres répéteront sans cesse cette assertion bien naturelle au bon citoyen américain, à savoir : « *Que la liberté ne peut pas mourir sur le sol des États-Unis.* » Ces derniers auraient une raison légitime de conserver leur foi, attendu que le principe du « *self-government* » prévaut naturellement dans les États-Unis comme en Angleterre ; mais les penseurs qui voient au fond des choses peuvent seuls connaître le véritable danger. — On ne doit pas ignorer qu'il n'est pas de pays au monde où les changements de fonctionnaires soient aussi fréquents qu'en Amérique. Ces changements atteignent les fonctionnaires les plus bas comme les plus élevés.

C'est ainsi que l'on voit pour ainsi dire chaque année changer tous les fonctionnaires publics.

La soif pour les places de l'administration augmente de plus en plus, surtout depuis la guerre civile, qui a fait créer un grand nombre de fonctions nouvelles; nous ne parlons pas ici des fonctionnaires qui occupent leur place en vertu de la souveraineté de l'État particulier, ni de ceux qui dépendent des gouvernements municipaux dans les comtés, villes, villages et bourgades. On ne tient pas assez compte de cette soif des emplois publics qui pousse beaucoup de citoyens à faire des changements, pour avoir l'occasion d'obtenir la position qu'ils désirent. Il y en a beaucoup qui paraissent n'obéir qu'à leur patriotisme; ils le font croire aux masses, qui cesseront un jour d'être leurs dupes. Le peuple américain, si intelligent, reconnaîtra le mal, et cherchera dans un bon et solide gouvernement la consolation de la perte de sa liberté. L'écrivain anglais Pope disait : « *Le meilleur gouvernement est celui qui est le mieux administré.* » Il semble que les deux grands leviers de la civilisation moderne, la *presse* et l'*association*, à force de faire abus de leurs droits, devront se démentir eux-mêmes, et chercheront dans un bon gouvernement ce que l'on n'a pu obtenir en excitant les couches inférieures de la société, et en voulant des rêves qui ne peuvent être réalisés.

Après avoir fourni ces appréciations, nous allons répondre à la première question placée au commencement de l'ouvrage.

Les États-Unis ne peuvent réduire leur armée à l'effectif de paix antérieur à la guerre ; la présence de forces considérables dans le Sud sera nécessaire pour empêcher de nouveaux soulèvements et protéger les fonctionnaires envoyés par le gouvernement fédéral.

Il est aussi presque inévitable que l'abolition de l'esclavage n'enlève pas au Sud le droit de compter sa population noire comme ayant le droit d'être représentée, alors qu'elle n'a pas le droit de voter ou d'être élue. On voit bien que la population du Sud qui jouit de droits politiques, c'est-à-dire la population blanche, se trouvera réduite à une représentation minime dans la Chambre des représentants, à moins qu'elle ne soit pas traitée comme conquise et qu'elle puisse user de ses droits comme dans le passé.

Il paraît donc évident que l'influence du Sud dans le conseil de la nation disparaîtra, soit par une conquête déclarée, soit par des votes permanents du Nord, attendu que le parti démocratique est forcé, par un sentiment de patriotisme, de réprimer toute tentative faite pour troubler la paix du pays.

QUESTION EXTÉRIEURE.

L'homme qui naît au milieu d'une famille ayant une certaine aisance, qui y reçoit une bonne éducation loin des corruptions du monde, ne connaît ni le malheur ni la misère avec ses amertumes, ni ces grandes jouissances si faussement appelées bonheur, et qui ne sont en réalité qu'un amusement passager; il vit paisiblement et termine son existence sans avoir vraiment approfondi la nature humaine; il se figure seulement qu'il suffit d'établir quelques règles de conduite pour que la société marche dans les meilleures conditions désirables.

La nation américaine est comparable à cet homme; mais ce qui est possible pour une personne qui guidée par sa raison, son âme et son cœur, arrive ainsi à traverser sans chute ce jardin de misères qu'on appelle le monde, ne peut s'appliquer à la vie entière d'un peuple. Une nation, en effet, subit les influences diverses de cette multitude de volontés qui la composent. Ainsi a vécu la nation américaine, d'une manière paisible, sous les Washington, les Thomas Jefferson, les Madison, les Monroë, et les Andrew Jackson, avec les principes de non-intervention d'un gouvernement qui avait à subir toutes les difficultés pour éviter la centralisation du pouvoir et la

ruine de la liberté en matière politique et religieuse. Elle a cru jusqu'au dernier moment qu'elle pouvait vivre sans avoir à craindre tous ces maux qui forment le triste héritage du genre humain.

Le cadre est immense quand on veut tracer la vie d'un grand peuple, et bien que nous soyons forcé de limiter nos réflexions, nous allons exprimer des pensées auxquelles nous avons réfléchi pendant des années, en étudiant à la fois le cœur humain et l'importance de la tâche que nous avons entreprise. — L'homme aime naturellement la sympathie, et celui qui ne la désire pas pour lui-même veut en user à l'égard des autres : le peuple des États-Unis n'ayant pas d'opprimés au milieu de lui, ne trouvait pas l'occasion suffisante d'appliquer sa sympathie. On sait, en effet, que les pauvres émigrants de l'Europe trouvaient sur le nouveau continent, en moins de trois mois de travail, les ressources nécessaires pour se bien nourrir et se bien vêtir. La race noire seule pouvait attirer vers elle l'épanchement de cette sympathie naturelle au cœur humain, et cela malgré les grands préjugés qui laissaient le peuple très-calme en présence de l'abîme dans lequel on allait se plonger. . . . . .

. . . .

Les États-Unis s'étaient placés presque soudaine-

ment comme puissance de premier ordre dans la grande famille des nations, et l'égalité sans cesse réclamée entre des citoyens souverains devait inévitablement produire des aspirations qui étaient précisément une négation de l'égalité. — Il était sans doute facile d'être sympathique dans une société qui offrait peu d'occasions de l'être, puisque tous les intérêts matériels des masses étaient si facilement satisfaits.

Cependant, de même que les intelligences besogneuses font souvent ailleurs des révolutions pour gagner leur pain en faisant croire qu'elles travaillent pour le bonheur du monde, de même aussi les intelligences en Amérique sentirent la nécessité de former un cercle restreint dans lequel leurs penchants naturels pourraient s'exercer. — Déjà du temps de Washington, l'ordre de Cincinnatus était formé, mais il ne pouvait pas recevoir une approbation officielle, attendu que la Constitution le défendait, et qu'une petite population dispersée sur un grand continent produisait une espèce de républicanisme qui, par son indifférence, ruinait de telles institutions.

L'armée et la marine des États-Unis étaient considérées comme le foyer de l'aristocratie, et il est bien de remarquer que la plus grande partie des officiers était composée d'hommes du Sud, et qu'en

temps de paix aucun soldat ne pouvait arriver au grade d'officier.

Avant la lutte qui vient de se terminer, il n'y avait dans le corps des officiers de l'armée que trois citoyens adoptés; au début de la guerre civile, on s'empressa de faire appel à des officiers allemands auxquels on accordait des primes très-élevées; mais au bout de deux années, ces officiers étrangers furent forcés de remettre leur commission ou de se voir congédiés. En Amérique, on doit le reconnaître, le sentiment peu favorable aux citoyens adoptés est mû par des idées aristocratiques, parce que les Américains qui n'ont jamais quitté leur pays se considèrent comme supérieurs à ceux qui viennent de l'étranger; on excepte un petit nombre de citoyens adoptés qui, s'identifiant avec les mœurs, les habitudes et les lois des États-Unis, envisagent toutes les questions à la manière américaine et prennent toutes les allures d'un vrai *gentleman*.

L'intelligence de l'Américain est particulièrement propre à former une bonne aristocratie, et si l'on considère l'esprit militaire qui règne, on peut déjà présumer les puissants éléments qui ne manqueront pas de se produire.

A la suite de la guerre civile, les forces américaines n'ont pas besoin d'être employées à l'étranger, on leur trouvera un emploi facile et utile pour con-

tenir les tressaillements d'une rébellion mourante, et toutes les influences conservatrices trouveront dans ce prétexte, quoique bien fondé, un moyen d'affermir les premiers germes d'une aristocratie.

Les groupes d'une telle institution sont déjà établis, car il y a des Américains nés sur le sol qui sont fiers de se dire les descendants de ceux qui émigrèrent en Amérique après la bataille de Culloden (en 1746), dans laquelle fut décidé le sort des derniers Stuarts. Le général Winfield Scott, presque octogénaire, est fils de celui qui combattit en 1746 pour l'infortuné Jacques III.

Dans l'extrême nord-est, tout le monde ne veut avoir que du sang anglais dans les veines!

Dans un grand pays comme l'Amérique, une aristocratie ne peut exister sans tomber tôt ou tard dans une ochlocratie (gouvernement du petit nombre au nom d'une démocratie). Heureusement la démocratie américaine n'est pas très-pure, et peut-être les éléments intelligents, ayant tout respect pour les convenances, se produiront un jour comme un bienfait. Il est évident que la masse du peuple né sur le sol, n'ayant reçu qu'une instruction très-primaire, se croit déjà supérieure à toutes ces masses d'émigrants, parmi lesquels on découvre parfois des intelligences d'une instruction secondaire, mais qui ne peuvent jamais

s'entendre avec leurs nouveaux concitoyens. Sans doute la guerre civile a un peu modifié l'état des choses ; il s'est établi une espèce de fraternité entre les masses du Nord, les citoyens adoptés et les nouveaux venus.

C'est là une fraternité temporaire due aux circonstances, et qui disparaîtra à la suite des victoires remportées sur le Sud. On verra sous peu la position ancienne rétablie pour ceux auxquels on voulait bien accorder un patronage, mais non *la fraternité.*

Ainsi que nous l'avons déclaré, l'esprit du parti démocratique n'était pas compris en Europe avant la fin de la lutte; nous avons pu lire dans un journal qui paraît une fois par mois, et certes le plus important de l'Europe, que *la haine* contre les noirs devait être attribuée à un sentiment de bassesse enseigné par le parti démocratique à ses membres.

Nous osons espérer que les renseignements contenus dans cet ouvrage suffiront pour réfuter une accusation causée par une ignorance complète des faits, et peut-être aussi parce qu'il n'est guère possible à un esprit peu éclairé de bien comprendre les relations inévitables qui surgissent lorsque deux races si différentes se trouvent en grand nombre en face l'une de l'autre.

Il existe au sein de la société des tribuns qui veulent à tout prix de la popularité; ils sont profondément égoïstes, et ont le désir de paraître très-bons philanthropes en prononçant du bout des lèvres le mot LIBERTÉ, et en faisant étalage de grands mots et de principes dont le fond est un vide. De tels hommes ont bouleversé les sociétés anciennes et exercent encore leurs ravages, malgré les leçons données par l'expérience et malgré les derniers et suprêmes avis transmis au peuple américain par son illustre fondateur.

Les citoyens adoptés, les blancs nouveaux venus et les nègres formeront dans l'avenir les appuis principaux sur lesquels les citoyens nés sur le sol fonderont un cercle rétréci dans lequel s'exercera le patronage du gouvernement, et l'on cherchera à purifier ce cercle lui-même de ces éléments de mœurs trop démocratiques pour des citoyens nés sur le sol.

Le peuple américain, après avoir appelé au pouvoir les couches les plus humbles de la société, subira avec plaisir un changement de mœurs qui ne trouveront un contre-poids que dans un élément plus en harmonie avec les besoins de la civilisation.

Voilà la transition par laquelle passera tout l'édifice politique et social, et beaucoup de personnes ne blâmeront pas une telle révolution. C'est la justifi-

cation de notre thèse qui recommande aux partis européens de ne pas se mettre en ligne avec les partis américains. Pour bien comprendre la situation, il faut savoir que chaque parti et chaque faction en Amérique possède quelques éléments des partis d'Europe, et il faut de plus et nécessairement considérer les faits bien constatés, en se dégageant avec soin des influences européennes. Qu'on nous pardonne certaines répétitions faites à dessein, parce que nous avons conscience de la confusion qui existe sur le continent de l'Europe dans les idées relatives aux affaires américaines; cette confusion provient des erreurs semées par la presse d'Angleterre dans l'intérêt de sa cause. Quant à nous, nous croyons que l'on peut dire toute la vérité, parce qu'en somme le peuple américain a bien mérité de tout l'univers en soutenant pendant quatre-vingt-cinq années l'édifice de George Washington, malgré tous les efforts des traîtres domestiques du Nord et du Sud, et des ennemis étrangers.

Après une série de quatre-vingt-cinq années, les États-Unis ont perdu leur situation ancienne et sont malheureusement, par une guerre civile, devenus une puissance militaire.

C'était trop exiger de chaque citoyen de vouloir qu'il se rappelât dans une élection qu'il était à la fois citoyen d'un État particulier et citoyen des

États-Unis, et par conséquent qu'il avait à concilier les intérêts de cette double position. On peut donc reconnaître que la Constitution des États-Unis était faite sur cette théorie, que tout citoyen posséderait toutes les vertus et s'abstiendrait de toutes les passions, et que de plus il serait grand homme d'État.

Les États-Unis seront dans l'avenir une puissance de premier ordre, et leur activité se développera de plus en plus; mais nous pensons qu'ils s'abstiendront d'entreprendre une guerre continentale, bien que nous ayons tout lieu de craindre qu'il soit difficile d'empêcher une guerre maritime avec l'Angleterre.

Le peuple américain n'oubliera jamais que c'est l'Angleterre qui a préparé la rupture par des moyens indirects; il suffit en effet de se rappeler que sir Robert Peel en demandant le vote de vingt millions de livres sterling pour indemniser les propriétaires d'esclaves dans l'île de la Jamaïque, disait :

« Votez vingt millions de livres sterling, et vous ruinerez les institutions américaines. »

Sans doute les têtes chaudes de certains savants ne verront dans ces paroles de sir Robert Peel (le père de sir Robert Peel actuellement vivant) qu'une intention louable de faire cesser l'esclavage aux États-Unis; quant à nous, nous croyons être dans le vrai en interprétant ces paroles de la manière suivante :

« Votez vingt millions de livres sterling, et vous détruirez l'Union américaine. »

Sir Robert Peel avait raison : l'Angleterre a presque sacrifié l'île de la Jamaïque parce que ses produits rapportaient à peine la moitié de ce qu'ils donnaient autrefois.

Mais l'Angleterre a réussi, avec un sacrifice relativement peu considérable, à donner des armes à la faction radicale et à gagner la sympathie du monde, qui ne peut pas comprendre sa politique.

Désormais les États-Unis ont une dette immense, une grande armée, une grande marine, et seront forcés de développer de grandes forces pour la conservation de leur intégrité.

Les têtes chaudes et savantes sur le continent européen peuvent seules encore supposer quelque sincérité dans la philanthropie des Anglais; la faction radicale de l'extrême nord-est des États-Unis est parfaitement édifiée sur ce point, et ses membres ne recherchent plus les salons somptueux des seigneurs de la riche Angleterre. Une antipathie innée contre les populations des États-Unis, dont le sens commun se révolte contre une infernale hypocrisie, a toujours fait pencher les hommes de cette faction du côté de ces Anglo-Saxons dont ils se disent les descendants, et du côté de cette noblesse de laquelle ils prétendent avoir de vieux parchemins.

. . . .

. . . .

Les États-Unis ne peuvent jamais tourner leur armée contre la France ; si le gouvernement fédéral en avait la pensée, l'indignation du peuple américain serait telle, que le gouvernement même en serait ébranlé ; nous puisons cette pensée au fond du cœur des Américains qui aiment la France, et qui n'ont pas oublié la générosité avec laquelle la nation française appuya naguère le drapeau de l'indépendance.

Lorsque nous avons eu l'honneur de parler aux masses du peuple, dans ces temps où la parole et non l'épée gouvernait les États-Unis, nous avons toujours trouvé un esprit qui n'était pas anglais; il était américain, et nous ne pouvions le comparer à aucun autre, parce qu'à cette époque de notre vie nous n'avions pas eu le bonheur de vivre au milieu du peuple français. Après un séjour de quelques années à Paris, nous avons trouvé le secret de l'amitié qui lie ces deux peuples : c'est qu'il existe entre l'esprit français et l'esprit américain les plus grandes ressemblances.

Un sentiment amical si naturel ne pourra jamais être effacé, bien que ce sentiment puisse être parfois artificiellement créé.

La France est au Mexique et s'est engagée à

maintenir l'ordre; il s'ensuit que le gouvernement impérial du Mexique se ressentira des bons sentiments qui lient la France et l'Amérique, et il sera mieux à même de satisfaire les demandes de tous les nationaux.

Il comprendra, nous l'espérons, que son devoir est d'offrir l'hospitalité aux fugitifs du Sud, qui, de leur côté, ne devront pas abuser de cette généreuse hospitalité pour inquiéter la paix des États-Unis. D'un autre côté la sagesse et la force qui trônent en France sauront apprécier les situations difficiles créées pour le gouvernement fédéral par l'éloignement des citoyens des États-Unis qui s'expatrient dans un pays où le drapeau français flotte encore.

Le monde entier a à se réconcilier avec ce nouveau mouvement qui a frappé la civilisation moderne par la guerre civile dans les États-Unis; mais il est sage et raisonnable de mettre de côté les préjugés des nationalités, des partis, des factions, des sectes et des individus, et de *chercher* au moins à pacifier le monde.

Il est superflu et peut-être nuisible de comparer le nouveau monde avec d'autres pays. Le nouveau monde, suivant nous, a une existence qui sait se faire sentir sur tout le globe et promet des développements de ressources sans bornes. Aussi

croyons-nous pouvoir déclarer aux financiers et aux industriels qu'ils ne doivent pas douter de la solvabilité des États transatlantiques, et à l'appui de notre parole nous citerons seulement la dette du Texas, qui a été acquittée en entier, bien qu'elle ne fût pas garantie par le Mexique; on sait en effet que les États-Unis l'ont payée intégralement. Que ceux qui placent leurs capitaux dans ces contrées qui s'étendent du pôle nord au détroit de Magellan, sachent bien que leurs intérêts n'ont rien à craindre; une seule chose est nécessaire : *savoir attendre et pouvoir attendre.*



IV

MM. LINCOLN ET JOHNSON.

Nous croyons avoir donné un ensemble qui met le lecteur à même de comprendre les vraies causes de la lutte américaine, et d'apprécier les hommes qui ont voulu assurer d'une manière pacifique le bien-être de tous les opprimés, sans excepter les esclaves, et ceux au contraire qui ont fait appel à la haine et à toutes les passions pour ne produire qu'un résultat déplorable : la ruine du bonheur de chaque individu et l'établissement d'une puissance dont le pouvoir passe aux mains du petit nombre.

Au début de cet ouvrage, nous n'avions pas la pensée de nous occuper d'individualités; nous nous proposions de traiter seulement des systèmes et des principes; mais en voyant la presse, qui est censée l'organe de l'opinion publique, se préoccuper vivement du personnage appelé, par suite d'un acte horrible, à présider aux destinées d'une grande nation, nous croyons devoir parler un peu de la révo-

lution qui vient d'avoir lieu et du caractère du nouveau président, M. Andrew Johnson de Tennessee.

Dans l'histoire des États-Unis, c'était la première fois que l'on élevait à la présidence un homme comme M. Abraham Lincoln, qui avait commencé ses études dans un âge assez avancé.

Ceux qui ont voté pour lui ont voulu faire entendre qu'un homme honnête et intègre pouvait occuper le siége de l'immortel Washington lorsqu'il avait pour lui le peuple américain et ses trésors. On avait besoin, croyait-on, d'un chef qui pût admettre que la société américaine était susceptible d'être réglée d'après la manière de voir d'un seul homme : une telle supposition était antiaméricaine, attendu que le territoire des États-Unis est tellement immense, qu'il est nécessaire que le premier magistrat ait un esprit très-équilibré pour comprendre les divers besoins dans les différentes parties de ce grand pays.

M. Lincoln, placé dans de telles conditions, contracta de bonne heure l'idée *d'exiger la justice,* idée qui doit conduire à l'établissement d'un pouvoir absolu et d'un despotisme. Sans doute, les intentions de M. Lincoln étaient honnêtes et sincères, mais il n'était que l'instrument de ceux qui comprennent mieux la conséquence d'une pareille idée chez des hommes qui possèdent le pouvoir.

M. Lincoln n'avait pas conscience de tout ce qu'il faisait, et ce ne fut qu'après le commencement de la guerre civile qu'il parut comprendre l'abîme dans lequel ses idées allaient plonger le pays; il y eut alors une certaine hésitation dans son esprit, et il balança entre un système de compromis et entre des mesures absolues. Cependant, il resta convaincu qu'un compromis ne pouvait avoir lieu, et pour ne pas douter de son honnêteté il est nécessaire d'admettre qu'il n'avait rien compris de l'attitude qu'il avait prise. Il croyait honnêtement que le rétablissement de l'Union par l'épée était possible; mais on sait que peu de temps avant sa mort, malgré les grandes victoires de Grant et de Shermann, il parla *des difficultés qu'il y aurait à rétablir l'Union.*

M. Lincoln était un de ces hommes qui n'ont de haine contre personne, et il se figurait très-sincèrement qu'après les défaites du Sud les affaires s'arrangeraient; aussi, il est allé au théâtre, se plaçant dans sa loge sans gardes, comme autrefois, et croyant que les précautions prises il y a un an n'étaient plus nécessaires.

Il est inutile d'examiner si l'assassin est né dans le Sud ou dans le Nord, s'il a reçu son éducation dans l'une ou dans l'autre contrée, s'il est aliéné ou s'il a l'esprit sain; il est évident seulement que les actes les plus honnêtes et les intentions les plus

louables peuvent être jugés tout autrement par *beaucoup de personnes*. Quant à nous, sachons nous élever au-dessus des passions et disons :

« On est las de la liberté et l'on veut faire quelque » autre chose. On veut faire de la nation américaine » une nation homogène, et si l'on peut établir un » bon gouvernement on sera satisfait, bien que » telles ne fussent pas les intentions de Washington. »

Non-seulement tout le monde ne pense pas ainsi, mais il faudra encore beaucoup de temps pour réconcilier les citoyens du Nord et ceux du Sud avec l'idée *nouvelle* de M. Lincoln; nous disons *nouvelle*, parce que beaucoup de personnes en Europe ne savent pas qu'il y a eu toujours en Amérique des hommes qui, dans tous les temps, ont cherché à effacer les lignes de démarcation qui existent entre les États souverains, pour arriver ainsi à fonder un grand et puissant gouvernement.

M. Lincoln pouvait facilement expliquer son agitation contre l'esclavage par son unique désir de procurer la liberté des nègres; mais si nous étudions le programme ancien du parti *whig*, nous y trouverons d'autres explications.

Le parti *whig*, qui était mort dans l'élection de 1852, avait au premier article de son programme :

Qu'il fallait un président pour six années, un

haut tarif de droits de douane et une banque nationale indirectement au service du gouvernement.

Ce parti soutenait diverses autres doctrines qui n'étaient pas toujours énoncées aux élections, savoir :

Que le capital du pays devrait toujours être augmenté par le papier-monnaie, et que les États particuliers devraient favoriser la création des banques particulières établies sous l'anonyme.

Le parti démocratique battait souvent en brèche, mais malheureusement pas toujours, la création des banques et l'établissement du papier-monnaie. Ce parti voyait dans la politique *whig* les moyens de corrompre le peuple : après la découverte de l'or en Californie, surtout, on avait lieu de croire que le numéraire ne ferait pas défaut pour tous les besoins. Les démocrates redoutaient avec raison la rapidité de la marche de l'industrie, et par conséquent les cataclysmes.

M. Lincoln avait de bonnes intentions, et croyait que l'action permanente d'un petit nombre sur la masse du peuple rendrait beaucoup meilleure la position de tout individu malheureux ; il se rappelait son passé, envisageait les grandes affaires de la nation avec son expérience personnelle, et se voyait porté par le peuple à la présidence à cause de son honnêteté. Il ignorait que l'expé-

rience de sa vie n'était pas applicable aux affaires de l'État, et ce n'est que plus tard qu'il sentit l'absence des moyens nécessaires pour développer ses plans honnêtes dans l'intérêt de l'individu et du public.

Le parti démocratique était déjà devenu trop conservateur, lorsqu'il fut permis de voir qu'il était le seul soutien de la Constitution; dans le Sud les riches planteurs se rallièrent à ce parti parce qu'il était le protecteur du grand principe de la souveraineté de l'État et aussi des institutions particulières du Sud.

M. Lincoln, descendant d'une famille *whig*, ne pouvait pas faire autrement que d'être *whig* en commençant sa carrière de citoyen. Ce n'est pas à lui qu'il faut attribuer l'idée d'une loi supérieure à la Constitution, elle a pris naissance dans l'État de Massashussets, et M. Seward, de New-York, est l'homme d'État qui la formula toujours dans le Sénat, avec son éloquence prépondérante, contre une majorité immense. Plus tard, M. Charles Sumner, de Massashussets, énonça cette doctrine avec une violence telle qu'elle produisit au sein du Sénat cette scène déplorable, dont on a tant parlé, avec un des sénateurs des États de la Caroline du Sud.

C'est ainsi que M. William H. Seward a posé devant l'Union américaine et le monde civilisé ce

conflit qu'il a toujours considéré *inévitable*. Nous ne savons si M. Lincoln avait lu Cicéron; assurément il avait une idée de ces paroles fameuses : *Salus populi suprema lex;* mais il oubliait les intentions des vrais fondateurs de la grande république, qui voulurent avant tout écarter une pareille idée en assignant à chacun ses droits et ses devoirs, pour ne pas établir une liberté ayant les caractères de la liberté conçue par les anciens Romains. . . . .

. . . .

On sait qu'en 1860 M. Annibal Hamlin, de Connecticut (un des États de la Nouvelle-Angleterre), fut choisi par le parti républicain et élu vice-président par le *même vote électoral* qui avait porté M. Lincoln à la présidence. En 1864, le parti républicain a renommé M. Lincoln en faisant choix d'un autre vice-président dans la personne de M. Andrew Johnson. Tous deux étaient élus par une forte majorité électorale des États souverains, et, comme nous avons déjà eu occasion de le dire, par une majorité populaire de quatre cent mille votes *des États restés fidèles à l'Union américaine.*

On peut comprendre dès à présent quelles sont les idées de M. Andrew Johnson à l'égard du pouvoir de la majorité, puisque le parti républicain le jugeait digne d'être placé à côté de M. Lincoln; il

était cependant originaire d'un des États du Sud et y avait reçu son éducation.

Nous voulons tout d'abord relever une injuste accusation portée contre ce haut fonctionnaire, qui est aujourd'hui le président des États-Unis, en faisant observer à tous les hommes de bonne foi que le climat des États-Unis est en quelques contrées si extraordinaire que les habitants, agissant selon leurs diverses constitutions, se trouvent dans la nécessité de faire usage de stimulants pour braver les mauvais effets de la température. Sur ce point, nous sommes heureux de pouvoir user d'une grande impartialité, car ce n'est pas de cette manière que le climat nous a atteint. . . . .

. . . .

On ne saurait douter de l'honorabilité et du patriotisme de M. Johnson ; il a cependant une manière d'envisager l'état de l'Union américaine qui a besoin d'être expliquée avec une grande précision, au risque même de quelques répétitions qui pourront fatiguer le lecteur.

M. Johnson, président actuel des États-Unis d'Amérique, a déclaré plusieurs fois d'une manière officielle « qu'il n'a jamais considéré les États en » rébellion comme étant hors de l'Union américaine ».

Que signifient ces paroles?

On sait que chaque État réclame ses droits souverains et ne regarde comme aliénés que ceux qui sont distinctement consignés dans la Constitution des États-Unis au gouvernement fédéral à Washington; il s'ensuit que chaque État souverain croit qu'une *résolution* prise d'une manière régulière par ses deux Chambres législatives, appelées Assemblée générale, contradictoirement avec son gouverneur, devrait être considérée comme la volonté souveraine de chaque État particulier.

On sait aussi qu'à partir du 6 novembre 1861, le vote populaire s'étant prononcé en faveur d'électeurs obligés moralement à voter pour MM. Lincoln et Hamlin, et que dès le moment où il fut connu que les électeurs ainsi élus étaient en majorité, les États du Sud, et à leur tête la Caroline du Sud, commencèrent à prendre des mesures qui, à leurs yeux, étaient légales, pour se retirer de l'Union américaine. Si l'on peut admettre que le premier mercredi de février 1861 MM. Lincoln et Hamlin étaient déclarés élus d'une manière solennelle, et si l'on pense qu'à cette époque quelques États du Sud s'étaient déjà retirés de l'Union américaine, on ne peut découvrir par quel acte le gouvernement de M. Buchanan, qui a duré jusqu'au 4 mars 1861, aurait pu reconnaître les actions collectives de quelques États particuliers. L'histoire seule pourra peut-

être un jour éclaircir cette question, lorsque les passions auront eu le temps de s'apaiser.

Quant à M. Andrew Johnson, il se préoccupe fort peu de toutes ces questions, et il se dit que la résolution prise dans chaque État particulier était l'expression d'une minorité, et que, par suite, aucun État n'a pu prendre une résolution légale de se retirer de l'Union américaine. Un tel raisonnement conduit à déclarer que les individus qui ont porté les armes contre les États-Unis n'ont pas obéi à la volonté souveraine de leur État, mais qu'ils ont voulu imposer leur volonté à leur État particulier, en violant aussi eux-mêmes le grand principe de la souveraineté des États, que le gouvernement fédéral a dû défendre dans une guerre civile qui a duré quatre années.

Ainsi M. Johnson considère comme traîtres à la patrie tous ceux qui ont pris les armes contre les États-Unis et tous ceux qui ont accepté des places du soi-disant gouvernement confédéré. Suivant lui, chacun a agi sous sa responsabilité personnelle et n'a jamais été couvert par l'autorité de son État particulier. Pour lui, le gouvernement de M. Jefferson Davis n'a jamais eu un mandat bien établi. On sait aussi que le président actuel a déclaré devant plusieurs députations du pays *que les traîtres devraient être punis*.

Il est vrai que la Constitution des États-Unis regarde comme coupable du crime de haute trahison tout individu qui fait la guerre contre les États-Unis (*levying war*).

Le commencement d'un tel crime doit se reconnaître par un acte autre qu'une simple agitation par la presse ou par la parole (*over-act*).

La Chambre des représentants des États-Unis à Washington, élus pour se réunir le premier lundi de décembre 1865, contiendra une forte majorité disposée à soutenir le pouvoir exécutif et à suivre la politique du président dans toutes ses conséquences. Il est aussi bien entendu que le Sénat contient une bonne majorité favorable à l'administration.

M. Johnson n'est dictateur ni dans le sens théorique ni par une déclaration expresse du Congrès, mais il l'est de fait, et cette position se fera sentir encore davantage par une circonstance particulière.

Il a toujours été d'usage, à l'avénement d'un nouveau président, de remplacer la plupart des fonctionnaires parce qu'ils étaient considérés comme ayant joui assez longtemps du partage de la pomme, et parce que généralement le président lui-même a quelques dettes anciennes contractées envers ses amis particuliers. A cet effet, le droit du président est illimité; il peut rappeler à son gré tous les fonc-

tionnaires, à part les juges, qui, suivant la Constitution, sont envoyés dans les États souverains pour y rendre la justice au nom du président.

Quant aux juges envoyés dans les pays qui ne présentent pas assez de population pour former des États souverains, ils reçoivent une mission qui doit durer quatre années, et sont aussi révocables au bon plaisir du président.

Nous connaissons trop les lois et les institutions de notre pays pour avoir besoin d'attribuer ce que nous avançons à des circonstances exceptionnelles. Avant la rupture, l'influence du président était telle que nous venons de l'indiquer.

Il est aussi bien constant qu'aux États-Unis, lorsque le président est fort, ses ministres ne sont que de simples secrétaires; s'il est faible, au contraire, il devient l'instrument de ses ministres.

Il nous semble que sous le président actuel, les ministres seront des secrétaires occupés à enregistrer toutes ses volontés. On comprend maintenant que les membres du Congrès eux-mêmes qui ont conscience du pouvoir accordé au président de rappeler et de nommer les fonctionnaires à sa fantaisie, sauf quelques cas où l'approbation du Sénat n'est qu'une simple formalité qui fait rarement défaut, auront beaucoup à craindre pour les places de leurs amis; aussi ne seront-ils pas d'humeur à résister au

président, d'autant mieux que leur conduite paraîtra bien patriotique dans la circonstance.

M. Johnson, dont le petit nom est Andrew, brûle du désir d'imiter son compatriote de l'État de Tennessee, Andrew Jackson, le président de 1829 à 1837. Andrew Jackson était si populaire, que le peuple américain lui aurait volontiers conféré le pouvoir pour la vie s'il avait bien voulu l'accepter. On rapporte que ce président avait un jeune ministre des finances âgé de vingt-neuf ans seulement, M. Duane, à qui il présenta à contre-signer un ordre pour retirer des caves de la banque nationale les dépôts des États-Unis, et que le jeune ministre effrayé de la gravité d'une telle mesure, répondit d'une façon maladroite : *Je demanderai le conseil de mon père*. Aussitôt Andrew Jackson répondit avec calme : *Vous pouvez donner votre démission*. Il nomma séance tenante le juge Taney, et cet homme honorable signa immédiatement. Peu de temps après, le *chief-justice* Marshall, de la haute cour nationale, étant mort, Andrew Jackson nomma le juge Taney à ce poste qu'il a conservé jusqu'à sa mort qui a eu lieu tout récemment. On sait que M. Lincoln s'empressa d'élever à cette haute position son ministre des finances, M. Chase, qui s'est ainsi vu subitement dans un poste presque égal à celui du président des États-Unis.

Certes, on peut admettre que si l'ambition de songer à imiter George Washington était digne de louanges, on peut comprendre aussi ceux qui cherchent à égaler Andrew Jackson, qui a si glorieusement occupé pendant huit années le siége de la présidence.

Le président Jackson s'est montré en maître dans des circonstances essentiellement favorables à la liberté publique; aujourd'hui les choses sont bien différentes, après une formidable guerre civile qui a duré quatre années, et en présence de plusieurs millions d'habitants qu'il faut maintenant réconcilier avec l'Union.

Le système inauguré par M. Johnson et qui consiste à laisser au président la responsabilité de ses actes, doit le conduire à concentrer ses forces à Washington et à préparer une dictature qui rappellera les sociétés anciennes.

L'idée de M. Johnson, fidèlement exécutée, doit faire des États-Unis la première puissance du monde: certes, nous ne nous opposerons pas à une telle réalisation, mais nous croyons qu'il est d'abord nécessaire que le peuple américain soit préparé à déposer ses libertés aux pieds d'un petit nombre d'hommes qui mènent le gouvernement sous la forme seule d'une république. — Nous croyons pouvoir dire à l'avance la réponse qui sera faite par les

compatriotes qui nous liront : *que le peuple américain n'abandonnera jamais ses libertés!* Nous pouvons leur répondre à notre tour, qu'il y a dix années nous tenions le même langage, et que nous avons dû subir des faits dont nous parlerons plus tard.

Le temps est venu pour nous de formuler une opinion, et nous le pouvons d'autant mieux que nous jouissons d'une indépendance parfaite. Oui, il s'est produit aux États-Unis des faits tels, que celui qui en eût parlé il y a dix ans seulement eût certainement passé pour un *traître* ou pour un *fou!* Cependant les événements ont suivi leur cours. .

. . . .

. . . .

Assurément nous n'émettons aucun doute sur la sincérité de ces déclarations sans cesse répétées de vouloir conserver le grand édifice élevé par Washington; mais pour nous qui connaissons toutes les couches de la société américaine, nous nous sommes demandé s'il pouvait être donné à Washington de créer une providence spéciale; que l'immortel fondateur ait pu en avoir la pensée, on ne saurait le nier, car il n'est pas possible d'admettre qu'il ait pu lui-même douter de l'existence de l'Union qu'il avait fondée. . . . .

. . . .

Mais nous savons nous incliner devant les auto-

rités constituées comme devant les faits accomplis, et nous pensons qu'il y a certaines choses que l'homme entreprend et pour la réalisation desquelles ses forces ne se soutiennent que lorsqu'il se trouve encore dans l'innocence de son développement.

. . . .

. . . .

On doit savoir que les jurés qui siégent aux tribunaux des États-Unis (qu'il ne faut pas confondre avec ceux des États particuliers) sont choisis par le MARSHALL de chaque tribunal des *États-Unis*. Ce MARSHALL est le pouvoir exécutif d'un ou de plusieurs tribunaux des États-Unis et à la fois le chef de la police des *États-Unis* dans son district particulier. *Ce fonctionnaire est révocable au bon plaisir du président* . . . .

. . . .

Les jurés, suivant la juridiction américaine, confirmée par la haute cour nationale, ont droit de décider en matière criminelle et politique les questions de fait et de légalité; on comprend dès lors que le jury est au-dessus des juges, lesquels peuvent faire leur résumé comme bon leur semble en présence des jurés, qui ne relèvent que de leur conscience, dans laquelle la passion politique peut bien se faire sentir. . . . .

. . . .

Déjà le parti républicain a réussi à faire naître une certaine terreur et à déclarer *traîtres* tous ceux qui ne pensent pas comme lui. . . . .

. . . .

Ajoutons que chaque citoyen craint d'émettre un doute sur l'existence et l'intégrité du territoire des États-Unis, et il en résulte nécessairement que chaque juré est obligé de se soumettre à l'opinion publique, qui n'a pas besoin d'être appuyée par le plus haut fonctionnaire pour être une dictature complète . . . .

. . . .

Le président des États-Unis n'a pas seulement le droit de grâce, il peut aussi commuer une peine, faire suspendre toutes poursuites contre un citoyen; il peut faire enregistrer un arrêt de non-lieu. Il est même décidé qu'un prévenu traduit devant un tribunal des États-Unis, et qui tire de sa poche un diplôme de grâce, doit être immédiatement renvoyé; et qu'un témoin dont la déposition serait viciée par un délit, peut faire admettre son témoignage comme parfaitement légal en exhibant un diplôme de grâce du président.

. . . .

. . . .

En présence des derniers événements, si affligeants pour l'humanité, si nous considérons le devoir du

pouvoir exécutif, nous ne saurions exagérer tout le malheur de la politique énoncée par M. Johnson jusqu'à nos jours.

. . . .

Il est évident pour tous, que pendant quelque temps la volonté de M. Johnson sera la loi des États-Unis, de même que M. Lincoln a eu un pouvoir illimité en commandant les armées pendant la rébellion; mais on comprend aussi facilement que M. Johnson, qui ne voit que des traîtres parmi tous ceux qui ont combattu dans le Sud contre l'Union, exercera un pouvoir qui n'a pas d'égal dans les sociétés modernes. On peut toutefois se rassurer un peu en espérant que M. Johnson ne fera pas usage de ce pouvoir... Mais dans cette grâce il y a un danger pour l'avenir. . . . .

. . . .

. . . .



V

M. WILLIAM H. SEWARD.

M. Seward est le plus habile homme d'État du parti républicain : c'est pour cette raison qu'il n'a jamais été abolitioniste, et qu'il n'a jamais vu dans l'émancipation des nègres que le moyen d'arracher le pouvoir aux hommes du Sud.

En l'année 1860 il fut froissé par le parti républicain, qui dans la convention de Chicago ne voulut pas l'admettre comme candidat à la présidence. Comme il ne voulait pas abandonner son influence, il employa la force de son éloquence pour élever M. Lincoln à la présidence. On ne le vit pas faire des discours dans l'État de New-York, parce qu'il était gêné par la faction radicale qui commençait à traiter la question de l'esclavage comme une question sérieuse. Il se rendit dans l'Ouest, où il se trouvait plus libre, et dans ses discours publics, en présence de foules immenses, il pouvait dire à ses auditeurs *qu'il fallait détruire la concurrence du travail forcé!*

Les hommes de l'Ouest, imbus des préjugés les

plus extravagants *contre les nègres*, écoutaient avec une religieuse attention les paroles de M. Seward qui leur faisait *espérer le renvoi des nègres dans le Sud*. Mais plus tard la presse commença à se plaindre de l'absence de M. Seward et émit quelques craintes de voir échapper les trente-cinq votes de l'État de New-York; alors M. Seward répondit qu'il ne retournerait pas dans l'État de New-York tant qu'il croirait le parti républicain en possession d'une majorité de cent mille votes. Il tint parole, et l'on sait que l'État de New-York a donné les trente-cinq votes avec une majorité de dix mille seulement, au lieu de cent mille que prétendait M. Seward, qui courut grand risque de voir échouer l'élection de M. Lincoln.

Les malveillants disent que M. Seward voulut faire perdre l'État de New-York à M. Lincoln, pour montrer que la convention de Chicago avait eu tort en le rejetant comme candidat et constater ainsi sa popularité. Si M. Lincoln eût été battu en 1860, M. Seward eût été le maître de l'avenir! Nous ne garantissons pas des rêves qui ont échoué par la défection de sept mille électeurs *primaires*.

Dans tous les cas M. Seward se trompa dans cette occasion, comme il se trompa quelque temps après en ne demandant que quatre-vingt-dix jours pour dompter la rébellion des États du Sud, et l'on peut

dire avec vérité qu'il fut forcé de se faire petit pour servir l'appétit morbide des radicaux par des exagérations.

Le parti radical voulut à cette époque l'éloigner des affaires et lui fit entendre : « qu'il était un » homme hors ligne, qu'il avait été trompé dans la » convention de Chicago (par les radicaux!), qu'as- » surément il aurait dû être président, et qu'il ne » pouvait dans les circonstances accepter une place » dans le cabinet de M. Lincoln. »

M. Seward déjoua ses bons conseillers et se montra plus habile qu'eux, en se présentant comme candidat pour le poste de secrétaire d'État, position équivalente à celle d'un ministre des affaires étrangères en Europe. M. Lincoln fut forcé de le nommer, parce qu'il était le seul homme dans le parti républicain (excepté M. Charles Sumner) capable d'occuper ce poste. M. Seward a un penchant inné pour le pouvoir, et ses vues secrètes pour l'organisation de la société sont à peu près celles de Talleyrand, avec cette différence que M. Seward parle trop; il faut sans doute reconnaître qu'il serait bien plus modéré s'il n'était parfois forcé de parler contre ses désirs et ses opinions. On connaît sa fameuse dépêche au ministre américain à Londres, dans laquelle il s'exprimait ainsi :

« Il me suffit de faire mouvoir une aiguille placée

» à ma droite pour faire arrêter immédiatement un » citoyen dans l'Ohio, et d'en toucher une à ma » gauche pour faire saisir un citoyen de New-York. »

La pensée de M. Seward était sans doute de montrer à l'Angleterre la puissance du gouvernement fédéral; mais il oubliait, dans l'excès de son patriotisme, qu'il faisait savoir que les États-Unis en sont arrivés au point si triste de considérer comme fort peu de chose la liberté d'un citoyen.

VI

LES *CATILINA*.

Dans toutes les sociétés civilisées, le citoyen qui occupe une position passe sa vie au milieu des inquiétudes causées par les changements qui se produisent et qui fondent sur lui comme un coup de foudre; il ne peut éviter d'apprécier les détails et de juger les choses au point de vue de sa vie privée. Il ne se doute pas que l'emploi permanent des inventions modernes pourrait ébranler son existence, il suit le torrent et marche avec la foule sans voir le petit nombre d'individus qui tiennent dans leurs mains tous les fils propres à causer sa ruine, sitôt qu'ils trouveront une occasion de les faire servir à leurs intérêts . . . .

Les institutions *anglaises* veulent en théorie que tout citoyen appelé à réformer le gouvernement considère comme l'un de ses premiers devoirs de prendre souci des affaires de l'État. On sait qu'en Angleterre le suffrage est limité à un nombre d'individus qui possèdent des biens d'une certaine

valeur, et au moment où nous écrivons, le parlement vient de rejeter un *bill* ayant pour objet l'extension du suffrage. . . . .

Dans la pratique, il est peu d'hommes qui aient assez de temps et *assez* d'intelligence pour s'occuper utilement des affaires de l'État; aussi voit-on en Angleterre même ce petit nombre d'électeurs subir l'influence de quelques-uns de leurs concitoyens, précisément parce qu'ils manquent des connaissances utiles pour bien juger les députés auxquels ils sont appelés à donner leur confiance...

Dans les États-Unis, le suffrage universel est en vigueur pour les élections du gouvernement fédéral, mais il n'est exercé que d'une manière indirecte pour l'élection du président et du vice-président. Déjà à l'époque de la fondation de l'indépendance, les électeurs étaient à peu près aussi nombreux en Amérique qu'ils le sont de nos jours encore en Angleterre. Mais depuis ces temps primitifs la population est dix fois plus considérable, et par conséquent le nombre des électeurs a suivi la même progression. Si dans l'origine on avait jugé nécessaire de représenter les divers intérêts par des États souverains, parce que la population n'étant pas concentrée sur un seul point, mais disséminée sur un grand continent, donnait naissance

à des intérêts particuliers à raison des lieux et du climat, il est évident que maintenant plus que jamais cette combinaison a sa raison d'être. Cependant on doit remarquer que plus l'édifice fondé par Washington a eu besoin de se développer, moins il a eu les moyens de le faire.

On a vu en effet sur divers points de l'Union apparaître des hommes qui ont prêché des doctrines tellement extravagantes, que tout homme de bon sens a pu comprendre que l'œuvre de l'immortel fondateur allait être ébranlée. . . . . . .

. . . .

On sait que Catilina menaça d'incendier la ville de Rome, et que la capitale du monde ancien ne fut sauvée que par Cicéron. Les choses se passent autrement dans les sociétés modernes, parce que l'on a découvert d'autres moyens de ruiner les États : aussi est-il facile de reconnaître que l'Amérique produit des *Catilina*.

. . . .

Si Rome ne comptait que quatre cent mille citoyens souverains, la grande république américaine compte les siens par millions, et par suite on comprend qu'elle a un nombre proportionnel de *Catilina*... Ces hommes sont réellement des *Cati-*

lina; nous ne voulons pas les nommer, dans la crainte de leur faire une faveur, car ils ne demanderaient pas mieux que d'être connus comme tels dans tous les pays. . . . .

. . . .

On sait qu'Érostrate brûla le temple d'Éphèse dans le but unique de faire passer son nom à la postérité, et il a atteint ce but malgré la défense formelle du gouvernement d'Éphèse de prononcer le nom de l'incendiaire. Il est aussi très-possible que malgré nos soins les *Catilina* de l'Amérique arrivent à être connus. . . . .

. . . .

Parlons d'abord des PETITS *Catilina.*

On est parvenu dans certains États de l'Union, en multipliant les lieux de vote, à réduire à quelques centaines les électeurs dans chaque *poll* (lieux où sont reçus les votes), afin d'éviter les grandes agglomérations de citoyens, parmi lesquelles il est facile de faire éclater les passions politiques. Nous nous abstenons d'explications que ne comporterait pas le cadre restreint de cet ouvrage; nous nous bornerons à dire que dans ces petites divisions électorales, composées de trois à quatre cents citoyens qui donnent leurs votes, le politique le plus dangereux, quoique le moins connu, est un individu

qui ne s'occupe que de politique, qui vit sans occupations définies et sans fonction. . . . . .

. . . .

Si l'on monte l'échelle de la hiérarchie des hommes politiques, on en trouve qui touchent de plus ou moins près aux masses du peuple, et sont pour cela obligés d'avoir recours à des petits politiques qui se trouvent sur la marche la plus basse.

. . . .

. . . .

Lorsque les votes du peuple sont dans les mains des petits politiques, les hommes éminents des partis ne peuvent rien!

. . . .

. . . .

C'est ainsi qu'il est douloureux pour nous, qui voulons dire la vérité, de constater qu'en 1856, lorsque le parti républicain se présenta au peuple américain pour la première fois, les petits politiques racontaient *tout bas* aux citoyens adoptés, et particulièrement à ceux qui l'étaient devenus depuis 1848, des choses entièrement fausses. On corrompait ainsi très-facilement les ignorants. . .

. . . .

Une nouvelle phase se présentait dans l'histoire des États-Unis; si l'on avait vu des citoyens sans conscience violer les lois de l'État, on voyait pour

la première fois envoyer des petits politiques au domicile des citoyens peu éclairés pour exercer une pression sur leurs esprits en leur promettant des richesses et un renversement social et politique. Les choses se passaient dans l'ombre sans prohibition des lois.

Sans doute on ne pouvait user de l'imprimerie, ni professer ouvertement ces théories pernicieuses qui auraient révolté le sens moral de la nation et causé la perte du parti républicain. . . . . .

. . . .

Cependant les États-Unis échappèrent encore une fois à un grand malheur! . . . .

. . . .

Voici le langage des *Catilina* de nos jours :

« Les hommes du Sud sont des rebelles; ils sont
» vaincus, leurs terres sont à nous, les nègres
» seront libérés (avec ironie), ils seront naturelle-
» ment nos domestiques; le gouvernement fédéral
» est le propriétaire de ces terres, nous pourrons
» les acquérir à vil prix et profiter de la fortune des
» traîtres; nous sommes des patriotes, nous avons
» bien mérité de la patrie, et nous avons le droit de
» partager le gâteau, et c'est bonne justice! »

Certes le gouvernement fédéral n'est pas responsable d'un tel langage, qui est simplement le ré-

sultat d'une cupidité nourrie sous prétexte de philanthropie. Nous aimons trop les États-Unis pour ne pas croire que les cœurs honnêtes y sont encore en majorité.

Il y a trois ans, un homme d'une bonne condition sociale nous présenta un article qu'il avait publié et dans lequel il exposait à peu près ce qui suit : Que les armées fédérales allaient marcher dans le Sud pour combattre les rebelles, *s'emparer des terres et fonder une féodalité militaire*, et que l'on devait employer les nègres comme domestiques; il ne disait pas ce que l'on devait faire de nos frères blancs du Sud. A la lecture de cet article, nous fûmes profondément ému, nous gardâmes le silence, et toute dissertation sur les affaires américaines cessa immédiatement.

. . . .

Fidèle à notre promesse de ne pas citer de noms propres, nous dirons que cette personne était forcée de quitter sa position à cause du mauvais état de sa santé, et après avoir été pendant trente années l'une des lumières du parti abolitioniste, devenu récemment républicain.

. . . .

Certes, le peuple américain n'est pas responsable des calamités qui pèsent sur les États-Unis, mais on peut se demander s'il est possible que les quelques

milliers de citoyens qui dans chaque État décident des élections entre les deux grands partis, ne pourraient pas être égarés par les *Catilina* modernes.

. . . .

Le peuple américain écartera les *Catilina* lorsqu'il reconnaîtra qu'on s'est joué de son bonheur; déjà ceux qui ont usé de leurs services sont obligés de les désavouer. La nation ne manquera pas de confesser qu'elle avait perdu le souvenir des mémorables paroles de Thomas Jefferson, qui disait « que la liberté ne peut être conservée que par une vigilance éternelle. »

Oui, le peuple américain ne pouvait en définitive résister à ces chants de sirènes qui captivaient les esprits par l'espoir d'un bonheur plus grand.

Après une lutte de près de six mille ans, couronnée par la guerre civile américaine, il est temps enfin de reconnaître qu'une organisation politique seule ne suffit pas pour assurer le bonheur d'un peuple; qu'en faisant de l'homme un instrument de la politique on l'éloigne de sa destinée; qu'en lui enseignant le matérialisme on l'abrutit; qu'en lui donnant le droit de placer sa conscience au-dessus des lois on lui confie un pouvoir absolu plus nuisible qu'utile; qu'en entretenant ses appétits naturels pour des changements, sans rendre sa condition meilleure, on commet un grand crime; et qu'enfin

en l'entraînant à la violation de ses vrais devoirs on cause en général la ruine des États, et l'on perd des trésors si chèrement amassés pendant des siècles.

Les *Catilina* des États-Unis parlaient toujours de l'édifice de Washington, mais leur cœur était vide : la cupidité seule les faisait agir ; l'avenir les préoccupait peu, ils ne voyaient que l'actualité et les jouissances immédiates : grand Dieu, quel républicanisme !

Ils corrompaient les cœurs et les âmes des citoyens pour servir leurs intérêts ; ils avaient l'hypocrisie de lire au peuple les adieux de Washington, alors qu'ils établissaient déjà des divisions géographiques entre les diverses parties de l'Union.

Ce n'est qu'au dix-neuvième siècle qu'il pouvait être donné de voir quelques centaines d'hommes se répandre sur le territoire de ce grand continent auquel était confié le triomphe de la civilisation, et préparer, sous la protection même des institutions de leur pays, un avenir qui est une négation absolue de ce qu'avait prêché l'auguste fondateur de la République, qui a toujours conseillé comme un père, raisonné comme un frère, et obéi comme un fils.

. . . .

. . . .

Les *Catilina* nous répondront peut-être :

« Vous êtes ignorant, les circonstances ne sont pas
» telles que vous le prétendez. Partout on sentait le
» besoin d'employer les spadassins (*fighting-mate-*
» *rial*), leur présence était une calamité pour nous
» dans les villes : ce n'est pas qu'ils soient méchants,
» ils sont honnêtes, seulement ils aiment à se battre.
» Nous voulons bien convenir avec vous que la
» question de l'esclavage n'est pas sérieuse, que
» c'est professer le blasphème que de dire que
» Washington s'est trompé. Mais vous avez le grand
» tort de parler *ouvertement*. Vous comprenez que
» si nous ne mettons pas en avant le mot *liberté*,
» nous ne pourrons pas rétablir l'Union américaine.
» Vous savez que les choses ont bien changé, que
» nous ne sommes plus de simples républicains, que
» nous avons dans nos rangs des citoyens très-riches
» qui veulent gouverner ; on traverse actuellement
» l'Atlantique en dix jours, et nous avons appris
» des choses que nous avons le désir d'introduire
» chez nous. Vous parlez comme un enfant, vous
» êtes bien trop sincère dans la question de la répu-
» blique. Sachez que nous allons avoir une forme
» républicaine, et que peu à peu et d'une manière
» *indirecte* nous éliminerons du gouvernement les
» masses du peuple. Certes, nous ne pouvons encore

» faire cesser le suffrage universel; mais nous espé-
» rons y arriver plus tard.

» Nous savons aussi que vous avez la folie de
» croire que le parti démocratique parviendra au
» pouvoir, mais nous ne sommes pas assez stupides
» pour le permettre. Nous avons maintenant dix
» fois plus de fonctionnaires que vous n'en aviez
» autrefois, et vous pensez à les réduire! Mais ne
» voyez-vous pas que tout le monde est contre
» vous?

» Sachez bien que la division du ministère des
» finances chargée du contrôle de la dette natio-
» nale emploie beaucoup d'individus qui sous votre
» administration cultivaient les terres; croyez-vous
» qu'ils consentiraient à se remettre aux travaux
» des champs?

» Depuis que nous sommes au pouvoir, la jeu-
» nesse a appris à mépriser les démocrates qui ne
» veulent pas gaspiller l'argent; vous ne pouvez
» avoir la prétention de changer la nature humaine,
» il serait mieux pour vous d'accepter l'état actuel
» des choses et de ne plus rêver aux principes de
» Washington.

» De plus, vous vous couvrez de ridicule en ayant
» la pensée de réduire les droits de douane. Auriez-
» vous donc l'intention de grever d'impôts la pro-
» priété des riches? Mais ne savez-vous pas que

» nous avons placé un homme honnête à la tête de
» notre parti, et que nous l'avions porté au pouvoir
» pour couvrir tout ce que nous voulons faire? Sa
» mort est un grand malheur pour nous, mais
» nous avons l'espoir de former son successeur.
» N'oubliez pas que nous pouvons appeler traître
» tout citoyen qui n'est pas du parti républicain;
» cependant nous vous connaissons trop pour vous
» considérer comme tel; vous êtes sans doute à
» même de mettre au jour bien des choses, mais
» soyez désormais un peu plus discret. . . . . .

. . . .

Nous nous inclinons devant l'opinion des *Catilina*, nous savons qu'ils méritent d'être respectés parce qu'ils sont habiles, et s'ils veulent promettre de ne plus parler du développement de la liberté, nous consentons à garder le silence sur ce qui les concerne.

L'histoire de l'humanité commence une nouvelle phase : il faut cesser de fonder des institutions sur des suppositions qui n'ont pas de bases réelles; il faut avoir le courage moral de reconnaître que le Créateur n'a pas voulu douer tous les individus d'une capacité égale; on doit avouer son ignorance et savoir qu'en cherchant la perfection on rencontre

des étapes bienfaisantes établies par la nature des choses, et que nous devons saisir l'occasion précieuse de prévoir dans ce tourbillon de conflits divers le vrai remède qui doit être employé.

NOTE.

Au moment de terminer l'impression de cet ouvrage, nous apprenons par dépêche *le renvoi de 400,000 hommes*. Cette nouvelle fût-elle *exacte*, elle ne modifierait en rien notre deuxième question, posée à la page 5. On doit savoir que l'armée

permanente était, avant la lutte, de 15,000 hommes. Une loi, passée au début de la guerre, vient de l'élever au chiffre de 40,000 hommes avec engagement pour cinq années; de plus, 60,000 hommes, engagés pour trois années, sont encore maintenus sous les drapeaux. Nous ignorons le nombre de soldats qui ne doivent servir qu'une ou deux années. Les 400,000 soldats congédiés sont des *engagés volontaires pour la durée de la guerre.*

FIN.

TABLE DES MATIÈRES.

LA PAIX

EN

AMÉRIQUE

PAR

STEPHEN S. REMAK

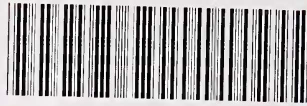
MEMBRE DU BARREAU DE PHILADELPHIE (PENNSYLVANIE)
ET CI-DEVANT CONSUL DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE A TRIESTE

PARIS

HENRI PLON, IMPRIMEUR-ÉDITEUR
8, RUE GARANCIÈRE

1865




LIBRARY OF CONGRESS
0 013 785 662 1